

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
EL/WG MAY 2009

UNARCHIVES  
SERIES S-1060  
BOX 16  
FILE 9  
ACC. 1998/0281

# **ZGENA RUHENGERR**

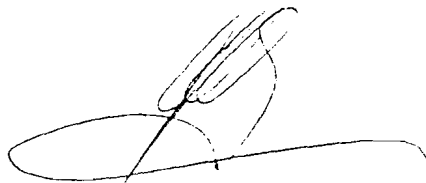
décembre 1994 - mai 1995

**COURS**  
**de**

*Police Scientifique*

Instructeur: MR QUATTARA N'GoJo

UNAMIR - CIVPOL



## PROGRAMME DE POLICE SCIENTIFIQUE

Volume Horaire : 13 Heures

Instructeur : Ouattara N'Golo, Commissaire Principal UNAMIR-CIVPOL

### CONTENU DU COURS :

#### Généralités :

I.Introduction:	]
II.La Police Technique	] 2 heures
III.La Police Scientifique	]
IV.La Preuve	]
A.Témoignage	] 2 heures
B.Aveu	]
C.Preuve matérielle	]
V. Identification des Individus	]
A.Signalement anthropométrique	] 2 heures
B.Signalement descriptif photographie	]
VI. L'Etat des Lieux.	]
A.Recherche des modifications apportées à l'état des lieux	]
B.La photographie	]
C.Le croquis de l'état de lieux	] 4 heures
D.Examen des lieux	]
E.Prélèvements et relevés	]
F.Description des lieux	]
VII.La Dactyloscopie	]
A.Les dessins digitaux	] 2 heures
B.Principes d'identification dactyloscopiques	]
VIII.Les Armes - La Ballistique	]
A.Constatations	] 3 heures
B.Prélèvements-saisies	]
C.Exploitation	]

*Kaduit*

OUATTARA N'GOLO  
INSTRUCTEUR - MINUAR - CIV POL  
COURS DES 22 et 23/08/1994

NOTION DE POLICE SCIENTIFIQUE.

Introduction au cours.

On ne peut pas parler de police scientifique sans énoncer la police technique, tant les 2 notions sont liées.

Intéressantes aussi, elles le sont surtout dans le cadre de l'enquête criminelle. En effet, pendant très longtemps, l'enquête criminelle a obéi à un certain nombre de règles pragmatiques où la recherche de la preuve s'effectuait le plus souvent de manière empirique; le témoignage et l'aveu constituant l'essentiel des preuves de culpabilité.

La fragilité du témoignage humain, l'aveu très souvent remis en cause, l'astuce déployée par certains délinquants, ont amené le policier à recourir à la science pour se doter de nouvelles armes et lutter ainsi plus efficacement contre la délinquance en évolution constante.

Deux orientations sont ainsi apparues :

- le domaine de la Police technique
- le domaine de la Police scientifique.

I. LA POLICE TECHNIQUE.

C'est une science du constat criminel et de la recherche du délinquant.

Elle fait appel à des méthodes d'investigation simples.

Elle met en oeuvre des matériels d'emploi facile à la portée de tout policier.

Elle n'obéit pas à des règles figées mais, s'appuyant sur une expérience et un savoir-faire, elle doit s'adapter constamment à des conditions nouvelles.

La police technique est du ressort de l'agent en uniforme sur les lieux du crime.

.../...

## II. LA POLICE SCIENTIFIQUE

C'est une science appliquée qui complète la police technique.  
Elle fait appel à des procédés plus élaborés et des matériels plus complexes.  
C'est la police de laboratoire ou le domaine du policier en blouse.

## III. LA PREUVE

Pour arriver à l'aboutissement logique du procès pénal, c'est-à-dire à la condamnation de l'auteur d'une infraction, il appartient préalablement à la justice de faire la preuve de sa culpabilité.

Elle dispose à cet effet de 3 sortes de preuves :

- ~~le~~ témoignage
- l'aveu
- la preuve matérielle.

### 1°) Le Témoignage ou preuve testimoniale :

C'est la relation verbale ou écrite des faits, par un témoin d'impressions sensorielles (vue-ouïe - odorat). Mais le témoignage humain est très souvent altéré par des imperfections d'origines diverses involontaires ou volontaires.

- la mauvaise perception sensorielle : mauvaise vue, fugacité de la perception, mauvaises conditions de visibilité ....
- la capacité intellectuelle du témoin : difficulté pour certains témoins d'exprimer oralement une impression sensorielle - pauvreté du vocabulaire.
- la fiabilité de la mémoire : la mémoire visuelle ou auditive est imparfaite; elle ne retient le plus souvent que l'essentiel (oubli du détail, imprecision des couleurs, déformation des noms ...
- l'influence subjective due à l'état affectif du témoin;
- le témoin peut agir par intérêt (accuser un innocent pour se disculper ...
- par passion : (amour - haine - vanité)
- par sympathie ou antipathie
- par esprit de solidarité (appartenance à un groupe social, lien de famille, patriotisme)
- l'influence subjective due à l'état psychique du témoin : malades mentaux, vieillard sénile.

.../...

2°) L'aveu

L'aveu a longtemps été considéré comme la reine des preuves.  
De nos jours, l'aveu n'est pas nécessaire pour justifier une condamnation mais aussi n'est pas suffisant car il peut être retracté à tout moment, il doit donc être conforté par d'autres éléments de preuves.

3°) La preuve matérielle ou Indicielle

Mieux que l'aveu ou le témoignage humain, la preuve matérielle offre une assurance d'objectivité. Dans la plupart des cas, l'auteur d'une infraction abandonne des traces caractéristiques de sa présence ou de son action sur les lieux. Ces traces deviennent ainsi un témoin muet et fidèle, représentant la source la plus riche de preuves matérielles.

C'est justement là que se situe le domaine d'action de la Police technique qui a pour objet :

- tant que l'auteur n'est pas découvert;  
de rechercher - relever - prélever - exploiter - saisir les traces et indices témoignant d'une activité criminelle ou du passage de l'auteur.
- lorsque l'auteur est découvert;  
identifier cette personne.

IV. L'IDENTIFICATION

L'identification est la recherche de l'identité exacte d'une personne.

L'identité est l'ensemble des caractères physiques distincts qui définissent la personnalité d'un individu à toute époque de son existence.

S'il est possible aux services de police de détecter un individu qui se pare d'une identité imaginaire en vérifiant sur les registres de l'état civil, l'exactitude de ses dires, il est par contre difficile dans la plupart des cas de déceler l'usurpation d'une identité réelle.

Il en découle alors des inconvénients pour la sécurité publique et pour celui dont l'identité a été usurpée (par exemple on peut condamner comme délinquant primaire, un récidiviste - inscription au casier judiciaire de condamnations faussement imputées à celui dont l'identité a été usurpée etc...)

.../...

Force a donc été de créer une identité dite judiciaire, pénale, selon certains qui permet de :

- reconnaître sans erreur les individus déjà signalés comme malfaiteurs;
- découvrir les individus recherchés pour crimes et délits et circulant librement.

Il est bon de savoir que chaque homme se distingue de tout autre par un ensemble de caractères physiques. L'identification consiste donc à rassembler des caractéristiques qualitativement et quantitativement propres à un individu et à lui seul afin de le déterminer rigoureusement à toutes les époques de son existence; ces caractéristiques morphologiques font l'objet de l'anthropométrie et de la dactyloscopie.

#### 1°) L'ANTHROPOMETRIE

##### a) Le SIGNALLEMENT ANTHROPOMETRIQUE OU BERTILLONNAGE

C'est un système d'identification des criminels mis en application à partir de 1882 par Alphonse BERTILLON et qui consiste en ceci :

- isoler d'un individu ses caractères qui soient rigoureusement fixes et spécifiques. Ces caractères se rencontrent dans la constance de l'ossature à partir d'un certain âge; dans la diversité des dimensions du squelette et dans la facilité et la précision avec lesquelles certains d'entre eux peuvent être relevés.

A l'origine, ce signalement reposait sur onze mesures osseuses telles que la longueur et la largeur de la tête, la longueur du médius, de l'auriculaire, du pied gauche, de la taille ... Ces mesures étaient elles-mêmes ordonnées selon une classification tripartite en petites, moyennes et grandes dimensions, en tenant compte de leur courbe de répartition statistique pour obtenir dans chaque groupe un même effectif d'individus.

Par exemple, les longueurs de tête varient de 160 à 230 millimètres et se groupent ainsi pour obtenir une telle répartition:

- petites dimensions : jusqu'à 184 mm
- moyennes dimensions : de 185 à 190 mm
- grandes dimensions : plus de 191 mm

.../...

Mais le signalement anthropométrique présente des inconvénients dus aux fluctuations plus ou moins importantes des mesures osseuses (variables durant la croissance, instables même chez l'adulte) ; aux erreurs instrumentales ou individuelles qui peuvent se produire, soit encore à la similitude, voire à l'identité des mesures chez deux individus différents tels que les vrais jumeaux. Il en résulte que le signalement anthropométrique seul, ne constitue qu'une probabilité d'identité qui est grande mais non absolue.

Bertillon n'ignorait pas ces inconvénients puisqu'il avait adjoint à ce signalement d'autres éléments (portrait parlé et marques particulières) pour arriver à cette certitude d'identité.

Actuellement, le signalement anthropométrique est pratiquement abandonné.

#### b) SIGNALEMENT DESCRIPTIF OU PORTRAIT PARLE

##### \* BUT :

Le signalement descriptif a pour but la réalisation du signalement d'un individu donné à partir de la codification de détails physiques caractéristiques éliminant la mention d'éléments secondaires non significatifs.

##### \* METHODE :

La méthode utilisée consiste à :

- diviser le corps et surtout le visage en parties élémentaires;
- observer tous les caractères distinctifs de ces parties élémentaires;
- décrire ces caractères distinctifs.

Le personnel de la gendarmerie de l'ensemble des services de Police, de l'Armée est intéressé par l'étude du signalement descriptif.

- Les observations faites sont consignées sur un imprimé spécial qui prend place dans le dossier individuel de l'intéressé.

Cet imprimé est appelé fiche signalétique dont voici deux modèles :



SIGNALEMENT DE L'AUTEUR - CO-AUTEUR - COMPLICE :

(encrer dans chaque rubrique le ou les qualificatifs applicables à l'intéressé).

Sexe :

Taille :

Corpulence : mince - moyenne - forte

Visage { Forme : ronde - carrée - ovale  
Particularité : en toupie - en losange - en pyramide -  
long - large - asymétrique

Front { Inclinaison : fuyant - ~~droit~~ - proéminent  
Hauteur : petite - moyenne - grande

Menton { Inclinaison : fuyant - droit - saillant  
Particularité : en galoche - à fossette - pointu - carré - double

Cheveux { Couleur : noir-blond - roux - châtain - gris - blanc  
Particularité : abondants - crépus - calvitie totale

SIGNALEMENT DE L'AUTEUR - CO-AUTEUR - COMPLICE

(encadrer dans chaque rubrique, le ou les qualificatifs applicables à l'intéressé).

SEXE :

Taille :

Corpulence : mince - moyenne - forte.

Visage : { forme : ronde - carrée - ovale  
particularité : en toupie - en losange - en pyramide - long -  
large - asymétrique.

Front : { inclinaison : fuyant - droit - proéminent  
hauteur : petite - moyenne - grande

Menton : { inclinaison : fuyant - droit - saillant  
particularité : en galoche - à fossette - pointu - carré - double

Cheveux : { Couleur : noir-blond - roux - châtain - gris - blancs  
particularité : abondants - crépus - calvitie totale -  
calvitie partielle - calvitie frontale - calvitie  
tonsurale.

Moustache : oui - non

Barbe : oui - non

Yeux : { Couleur : marron - foncé, marron-clair, bleu - gris - jaune - vert.  
Particularité : enfoncés, saillants, borgne, aveugle - albinos -  
port de lunettes.

Sourcils : { Forme : rectiligne - arquée  
emplacement : hauts - bas  
implantation : rapprochée - écartée

Nez : { Dos : rectiligne - concave - busqué  
Particularités : écrasé - large - mince - dévié.

Oreille : { Dimension : grande - petite  
Particularité : collées - écartées - lobe fondu - lobe séparé.

Bouche :  $\left\{ \begin{array}{l} \text{Dimension : grande - petite} \\ \text{Lèvre : mince - épaisse.} \end{array} \right.$

Dentition : régulière - irrégulière - espacée - saillante - prothèse -  
dents argentées - dents aurifiées - dents manquantes.

Marques particulières : cicatrice - tatouages - amputation - malformations -  
bégaiements - claudication (préciser la forme, la  
dimension, la direction, la localisation).

#### \* LA PHOTOGRAPHIE ANTHROPOMETRIQUE

Après le signalement, Bertillon a songé à joindre aux fiches signalétiques une  
photographie du malfaiteur et il fut amené à codifier l'établissement du portrait  
anthropométrique, selon certaines règles :

La photo anthropométrique n'est pas un portrait d'art, mais une reproduction aussi  
exacte que possible des détails caractéristiques du visage.

Comme le signalement descriptif, la photographie anthropométrique reproduira  
avant tout, les particularités du visage, puisque c'est la seule partie du corps  
toujours à découvert et donnant le maximum de caractères de la personnalité.

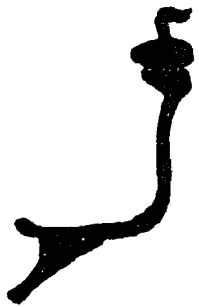
Une photographie d'attitude "en pied" est destinée à fixer une silhouette, un  
aspect général de l'individu.

**SIGALEMENT DESCRIPTIF**

# Menton



Fuyant



droit



saillant

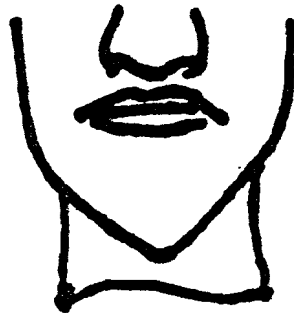
## Particularités:



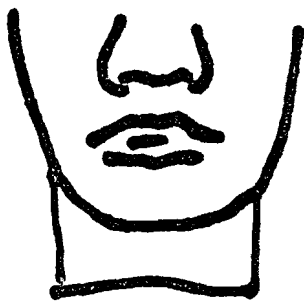
en galoche



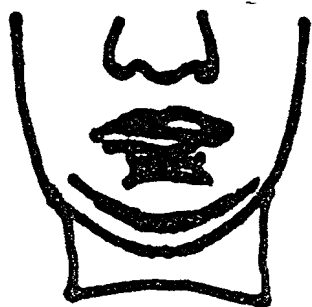
à fossette



Pointu



carré



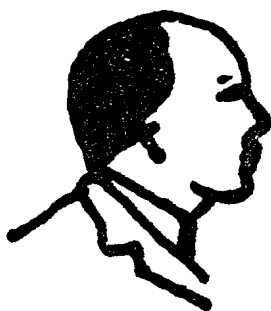
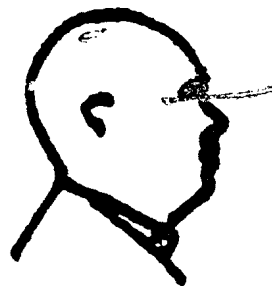
double

# Cheveux

abondants

crépus

calvitie totale



calvitie  
partielle

calvitie  
frontale

calvitie  
tonsurale

nez



rectiligne



concave



convexe



busqué

# Front

6



Fuyant



vertical



proéminent

## hauteur du front:



petite



moyenne



grande



# Visage



rond



carré



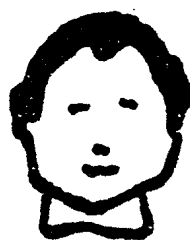
ovale



asymétrique



Long



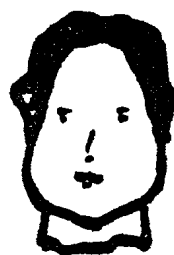
large



en toupie



en losange



en pyramide

OUATTARA N'GOLO  
CIV POL

## LA DACTYLOSCOPIE

La dactyloscopie est le procédé d'identification par examen des dessins digitaux. Elle peut être considérée comme le plus sûr de tous les procédés d'identification actuellement en vigueur, car elle n'offre pratiquement aucun risque d'erreur.

### Les dessins digitaux

Du point de vue anatomique la peau se compose essentiellement de deux couches superposées : une couche profonde ou derme et une couche superficielle appelée épiderme.

La face profonde de l'épiderme se moule parfaitement sur le derme et reproduit fidèlement toutes les saillies que présente le derme.

Les papilles sont complètement et définitivement fixées dès le 4ème mois de la vie intra utérine.

Dans la main, les pores sont alignés sur la ligne faitière des crêtes.

La sueur s'écoule sous forme de micro gouttelettes qui, en se déposant sur un support lisse, permettent la reconstitution de l'empreinte.

La valeur de la méthode d'identification par le dessin des crêtes papillaires tient essentiellement dans les qualités de ces dernières et qui sont au nombre de 3 : l'immutabilité - l'inaltérabilité - l'individualité.

#### 1°) L'immutabilité :

Le dessin digital de l'homme se forme dès la vie intra-utérine.

L'enfant vient au monde avec ses empreintes digitales. Depuis la naissance jusqu'à la mort de l'individu et la putréfaction, les dessins restent semblables à eux-mêmes.

#### 2°) L'inaltérabilité :

Les dessins digitaux se forment dans l'épaisseur du derme; ils persistent et se forment tant que le derme n'est pas altéré.

.../...

3°) l'individualité :

Les tracés digitaux présentent une variété infinie au point que deux individus ne peuvent avoir les mêmes empreintes.

Le nombre de caractéristiques est tel qu'il n'est pas besoin, pour identifier une personne, de ses dix doigts; un seul doigt suffit largement.

L'identification dactyloscopique

L'identification pénale tend à fixer une fois pour toutes l'identité d'un individu qui se trouve pour la première fois entre les mains des autorités judiciaires.

Ainsi, tout individu séjournant dans une prison ou appréhendé par les services de police ou de gendarmerie se voit l'objet de l'établissement d'un dossier anthropométrique comportant aussi, et principalement le relevé des empreintes de ses dix doigts ou relevé décadaactytaire.

Le relevé décadaactytaire se fait sur un imprimé approprié qui se présente, selon les pays, sous des formes légèrement différentes : cet imprimé est appelé fiche décadaactytaire.

## POLICE SCIENTIFIQUE

### chapitre VI

### L'ETAT DES LIEUX

Un malfaiteur abandonne souvent à son insu, des traces *sur* les lieux de l'infraction. Réciproquement, il recueille sur sa personne, ses vêtements, ses armes, son matériel, d'autres indices souvent imperceptibles mais caractéristiques de sa présence sur les lieux, ou de son action.

On appelle état des lieux, le résultat des opérations destinées à fixer le plus exactement possible, la disposition des lieux d'un crime ou d'un délit dès qu'il a été commis, - à rechercher et situer les traces ou indices laissées par l'auteur de l'infraction sur les lieux du crime ou du délit. Il s'agit là, d'opérations importantes car il existe nécessairement une relation entre l'état des lieux et l'individu qui a commis l'infraction, même si on ne peut pas établir cette relation immédiatement. Le résultat de l'enquête dépend en général pour une large part de la minute des premières consultations. Mais, il faut que celui qui effectue ces opérations puisse se trouver dans des conditions favorables. Or, les gendarmes ou les policiers sont rarement les premiers sur les lieux. Le plus souvent les crimes et les délits sont découverts par des particuliers qui ignorent les mesures à prendre. Il faut donc que l'enquêteur

- intervienne rapidement
- interdise l'accès des lieux à tous ceux qui n'ont rien à y voir ou faire.
- ne touche à rien et interdise de toucher à quoi que ce soit.
- protège les indices apparents.
- n'apporte rien lui même sur les lieux qui en modifie l'aspect.
- soit pénétré du sentiment que tous les indices découverts s'opposeront aux témoignages fantaisistes et permettront d'informer ou de confirmer des déclarations reçues.
- fasse appel sans délai aux spécialistes de l'unité (brigades des recherches, fichier central de Kigali) qui pourront détecter et relever les indices des opérations d'ordre général incombant alors au personnel de l'unité territorialement compétente ce sont:
- investir le théâtre de l'infraction.]
- Protéger les lieux immédiatement de toute dégradation ou modification.
- Reconnaître sommairement les lieux immédiats et environnants (par le minimum de personnel).

- Au personnel spécialiste (de l'unité, des personnels des brigades de recherches, du fichier central).

- Examiner minutieusement les lieux, pièce par pièce.  
- Prendre des photographies d'ensemble et de détail

- Relever le plan général et le croquis d'état des lieux.

- Examiner le corps du délit (cadavre, véhicule etc...) pour y rechercher les traces suspectes et saisir ce qui peut l'être.

- Examiner les lieux immédiats (pièce du crime ou du délit, alentour immédiats du véhicule), pour y faire tous prélèvements utiles (poils, cheveux, sang, empreintes digitales) les étiqueter soigneusement et faire toutes les constatations nécessaires (noter par exemple le désordre qui peut indiquer une fouille de la maison, une lutte entre la victime et le ou les auteurs de l'infraction)

Examiner les lieux voisins (rechercher les voies d'accès et noter leur position, leur fermeture, leurs dimensions) éventuellement y détecter des indices (traces d'effraction, de pas, de pneus....)  
Opérations particulières:

A l'ensemble des enquêteurs

- déduire des premières constatations, la nature du délit (attentat contre les personnes, les mœurs et les biens).  
- déterminer le processus de l'acte (ex: comment un meurtrier a pu tuer sa victime, avec quelle arme, contondant-tranchante-piquante ou perforante.  
cela permettra aux enquêteurs d'orienter les recherches

## I. FIXATION DE L'ETAT DES LIEUX

### 1° LA PHOTOGRAPHIE

Pour fixer l'état des lieux on utilise la technique de la photographie. En effet, la description littérale de l'état des lieux est souvent impossible dans sa totalité et demeure sujette à erreur. Par contre, la photographie de ces mêmes lieux donne une vision exacte et il n'est plus permis, une fois qu'elle a été réalisée, de contester l'emplacement d'un objet, d'une trace, d'un cadavre. La description est en partie subjective alors que la photographie est objective, concrète, détaillée, précise et durable.

La photographie concernera l'ensemble et le détail, c'est à dire qu'elle devra présenter successivement des images de l'aspect extérieur du crime, des lieux avoisinants, de la victime des ses blessures, des indices (taches, traces, arme etc.....) Pour les vues d'ensemble, le principe de la triangulation permet en un minimum de prises de vues, de couvrir un maximum de surface. Il consiste à photographier les lieux dans trois directions opposées.

Pour les vues de détail, les photographies fixeront en gros plan les indices qui auront été préalablement repérés à la craie pour bien les matérialiser sur les lieux. Ces indices peuvent être:

- des objets: armes, balles, douilles, outils etc.... pour lesquels une photographie perspective fixant les détails suffira, sans soucis des mesures réelles.

- des traces: de pas, d'effraction, de pneumatiques etc ..... Il est indispensable dans ce cas, d'en préciser les dimensions réelles.

### 2°) LE CROQUIS DE L'ETAT DES LIEUX :

Quel que soit son intérêt, la photographie est insuffisante puisqu'elle ne fixe qu'une partie d'un tout et n'apporte aucune notion de dimension.

Le plan par contre correspond à l'ensemble et permet de retrouver toute mesure utile. En outre, il ne fixe que ce qui concerne directement les faits et ce qui est nécessaire à leur compréhension ou à leur interprétation.

C'est un croquis côté, représentant le plus souvent une projection au sol, parfois une coupe ou une élévation. Il indique la disposition des lieux, la position des accès et leur sens d'ouverture, l'emplacement et l'encombrement du mobilier, la position de la victime, des indices qui sont situés par rapport à des points fixes.

## II. EXAMEN DES LIEUX

Il s'agit d'une investigation méthodique, minutieusement et en profondeur, destinée à éloigner concentriquement les recherches pour découvrir le chemin suivi par l'auteur que l'on parcourt alors en sens inverse en protégeant d'abord, en prélevant ensuite

tous les indices découverts.

La seconde méthode consiste à l'inverse de la première, à mener les investigations en suivant le chemin parcouru par l'auteur, de son point de départ jusqu'au corps du délit en ne négligeant toutefois par les environs immédiats de son passage.

Dans les deux cas, il faut être extrêmement attentif à ne pas détruire involontairement les indices existant dans la plupart des cas, difficilement perceptible. L'examen des lieux doit être le domaine réservé de l'officier de Police judiciaire qui mène l'enquête.

### III. Prélèvements et relevés

Les Prélèvements et les relevés sont nécessaires compte tenu du fait qu'ultérieurement des examens en laboratoire, nécessitant des éléments de comparaison, pourront être demandés.

Certains de ces éléments de comparaison concernant la victime existent déjà sur les objets saisis (taches de sang sur les vêtements par exemple. Parfois au contraire, ils risquent de faire défaut et il importe de les prélever sur la victime avant qu'elle ne soit inhumée et que la putréfaction ne rende ces prélèvements difficiles voire, impossibles.

C'est ainsi que, systématiquement, lorsque l'identification de la victime est difficile ou que la personne est inconnue, il faut effectuer le relevé des empreintes digitales du cadavre, afin de pouvoir l'identifier au fichier décadactylore pour le cas où elle serait connue des services de gendarmerie ou encore permettre d'écarter les empreintes digitales de la victime trouvée sur place et ne présentant aucun intérêt pour la suite de l'enquête.

### IV. DESCRIPTION DES LIEUX

Elle constitue une partie du procès-verbal de constatation établi par l'O.P.J. C'est la phase finale du constat sur les lieux. L'enquêteur prend note avec précision de tout ce qu'il a vu tout ce qu'il a découvert, de tout ce qu'il fait sur les lieux. La mise au net de la description des lieux se fait ensuite à la brigade. C'est une narration qui complète utilement le croquis et les photographies en ce qu'ils ont d'insaisissable: la couleur, les odeurs, les impressions sensorielles. Elle ajoute la précision à certaines observations.

La description des lieux va du général au particulier, de l'éloigné au rapproché par exemple on décrira tout d'abord la maison dans laquelle a été commis le crime d'une manière assez sommaire. On s'attachera ensuite davantage à décrire la pièce dans laquelle on a découvert la victime. En fin, on décrira avec une minutie scrupuleuse la position du cadavre, le désordre de ses vêtements, la nature, la forme, la position de ses blessures. Rien dans ce cas n'est superflu et il est préférable d'avoir, lorsque le corps a été inhumé un excès de renseignements, plutôt que devoir exhumer le corps pour vérifier un détail qui aura échappé lors du constat initial.



UNITED NATIONS  
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES  
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR  
CIVPOL HQ

## CARACTERISTIQUES DU DESSIN DIGITAL

### 1. Les papilles

La face superficielle du derme est hérissée d'une multitude de petites éminences appelées papilles. Dans certaines régions de corps (paumes des mains, face intérieure des doigts, plante des pieds, ces papilles au lieu d'être disséminées sans ordre comme dans la plupart des autres parties du corps, se juxtaposent régulièrement les unes à la suite des autres pour former les crêtes papillaires séparées par les sillons. (figure 1)

### 2. Les crêtes papillaires :

Elles constituent des lignes droites, sinueuses, courbes, tantôt interrompues, se bifurquant, parfois avec une ligne voisine mais sans entrecroisement brusque et tout en restant parallèles les unes aux autres.

Dans la majeure partie des empreintes, on peut distinguer trois systèmes différents de crêtes : (figure 2)

- le système basilaire ou zone basale
- Le système nucléaire ou zone centrale
- Le système marginal ou zone ou zone périphérique

#### a) Le système basilaire

Il se trouve à la base de l'empreinte, près du pli de flexion: Les crêtes vont d'un bord du doigt à l'autre. Elles sont sensiblement parallèles à la ligne de séparation des phalanges.

#### b) Le système marginal :

Il est constitué de crêtes à forte courbures allant d'un côté à l'autre de l'empreinte en passant par le sommet. Il entoure la zone centrale, rejoignant sur les côtés les crêtes basilaires.

#### c) Le système nucléaire :

Il occupe la partie centrale du dessin digital. C'est la zone la plus importante pour identification car elle représente un dessin facilement rattachable à un type bien défini.



### Points caractéristiques :

Les crêtes papillaires forment des points caractéristiques dont le nombre et la répartition topographique sont très variables et donnent à l'empreinte son individualité.

Les particularités du tracé digital sont les suivantes :

#### - le centre de figure :

C'est le point de départ ou d'incurvation maximum des lignes dans la zone avoisinant le milieu du dessin épidermique: (figure 3).  
Le point représente le centre de figure dans chacun des cas.

#### - Le delta

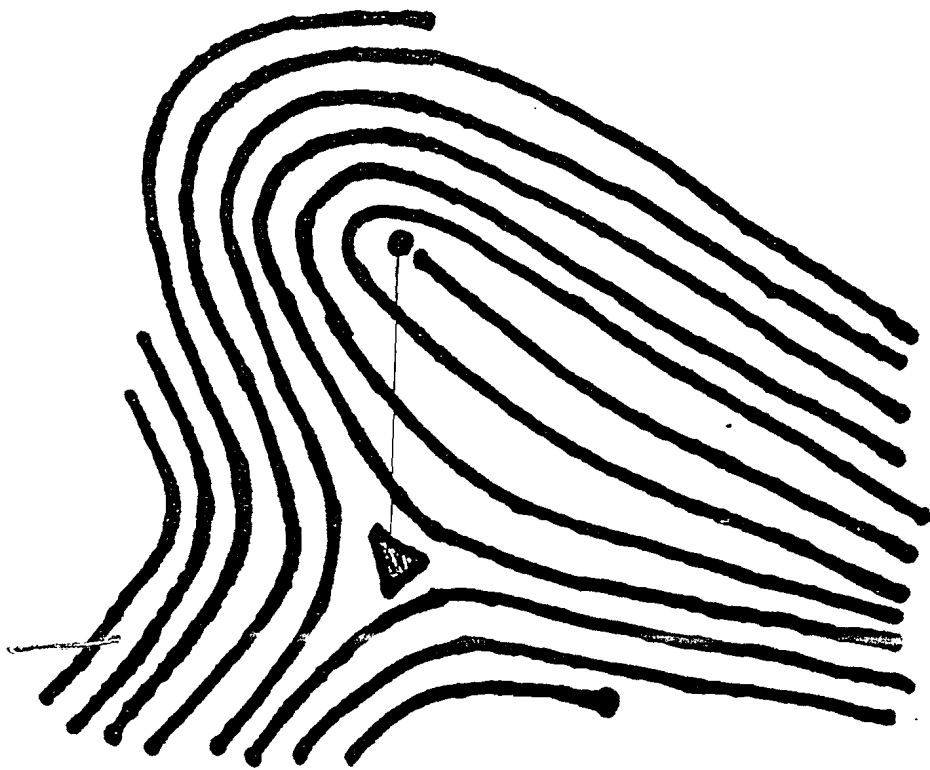
C'est une figure géométrique constituée par l'intersection de trois ~~lignes~~ ou de trois systèmes de crêtes.

#### - La ligne de Galton

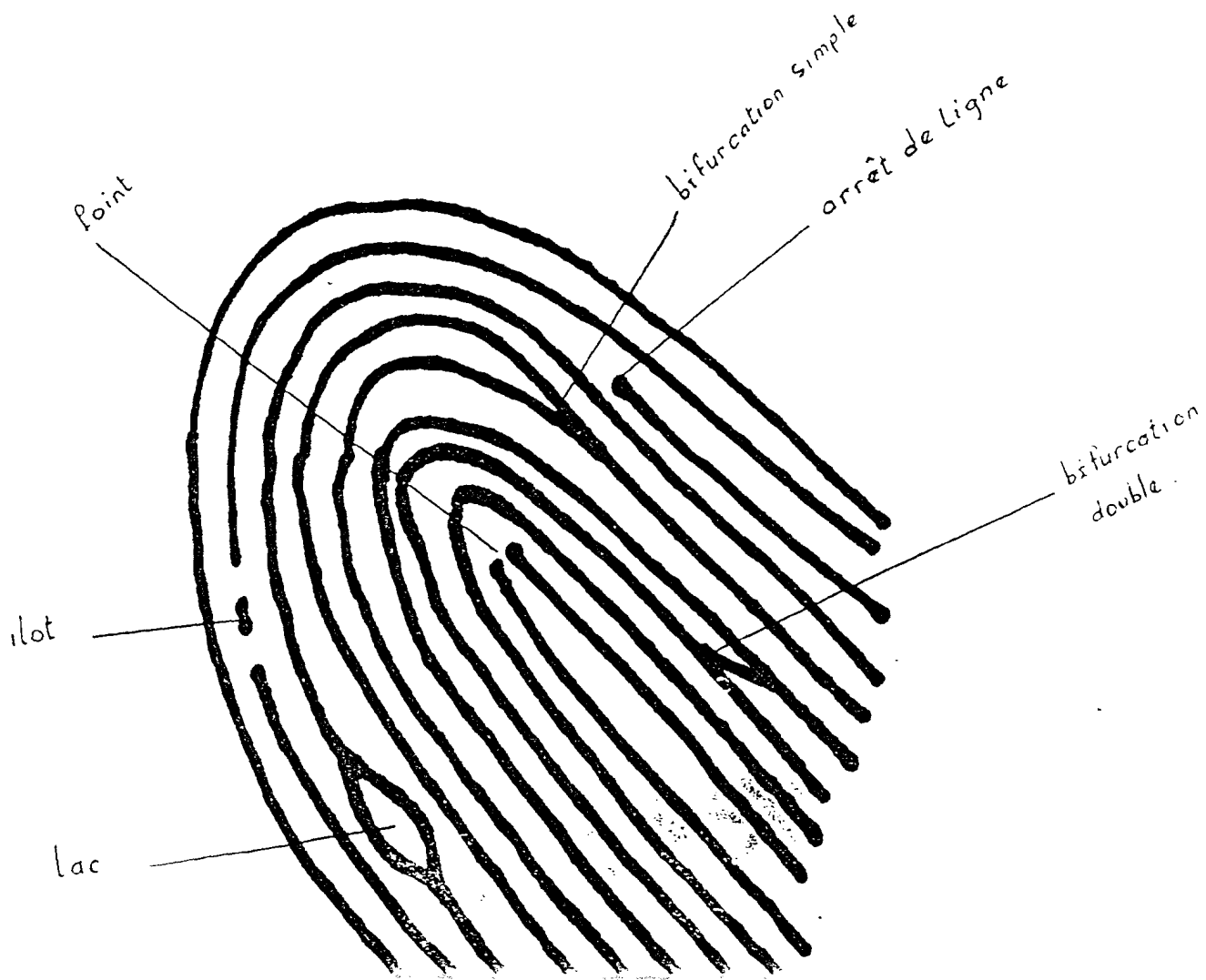
C'est une ligne imaginaire qui relie le centre de figure au delta.

#### - Les facteurs signalétiques déterminants :

Si l'on examine à loupe le profil des crêtes papillaires, on constate qu'elles s'interrompent, s'entrecroisent, bifurquent formant des dessins qui prennent des appellations conventionnelles. Les ~~v~~ le point, l'îlot, le lac, l'arrêt de lignes, la bifurcation simple, la bifurcation double.



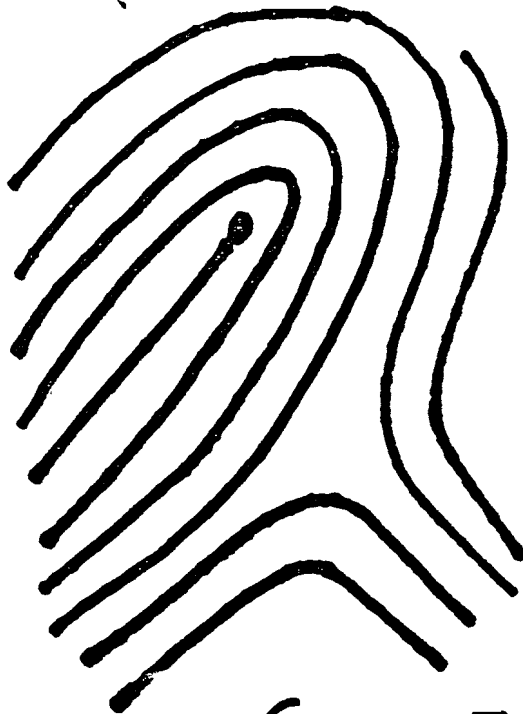
ligne de Galton



80 04



Groupe I



Groupe II



Groupe III

Groupe IV



Groupe V



fig. 2

Systeme  
marginal



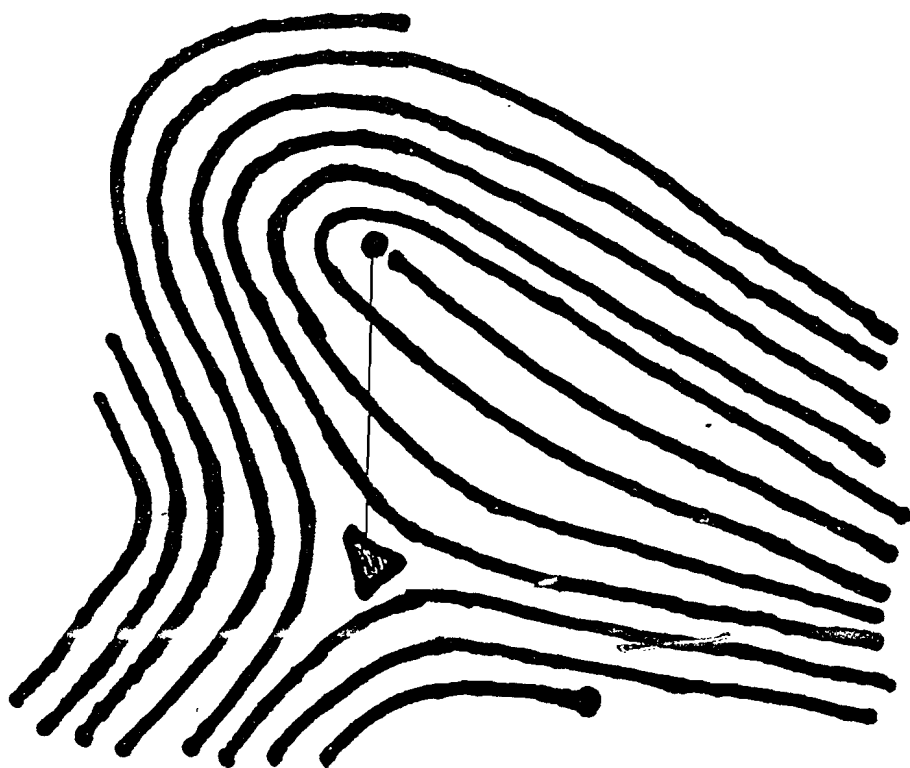
Systeme  
nucleaire

Systeme basilaire

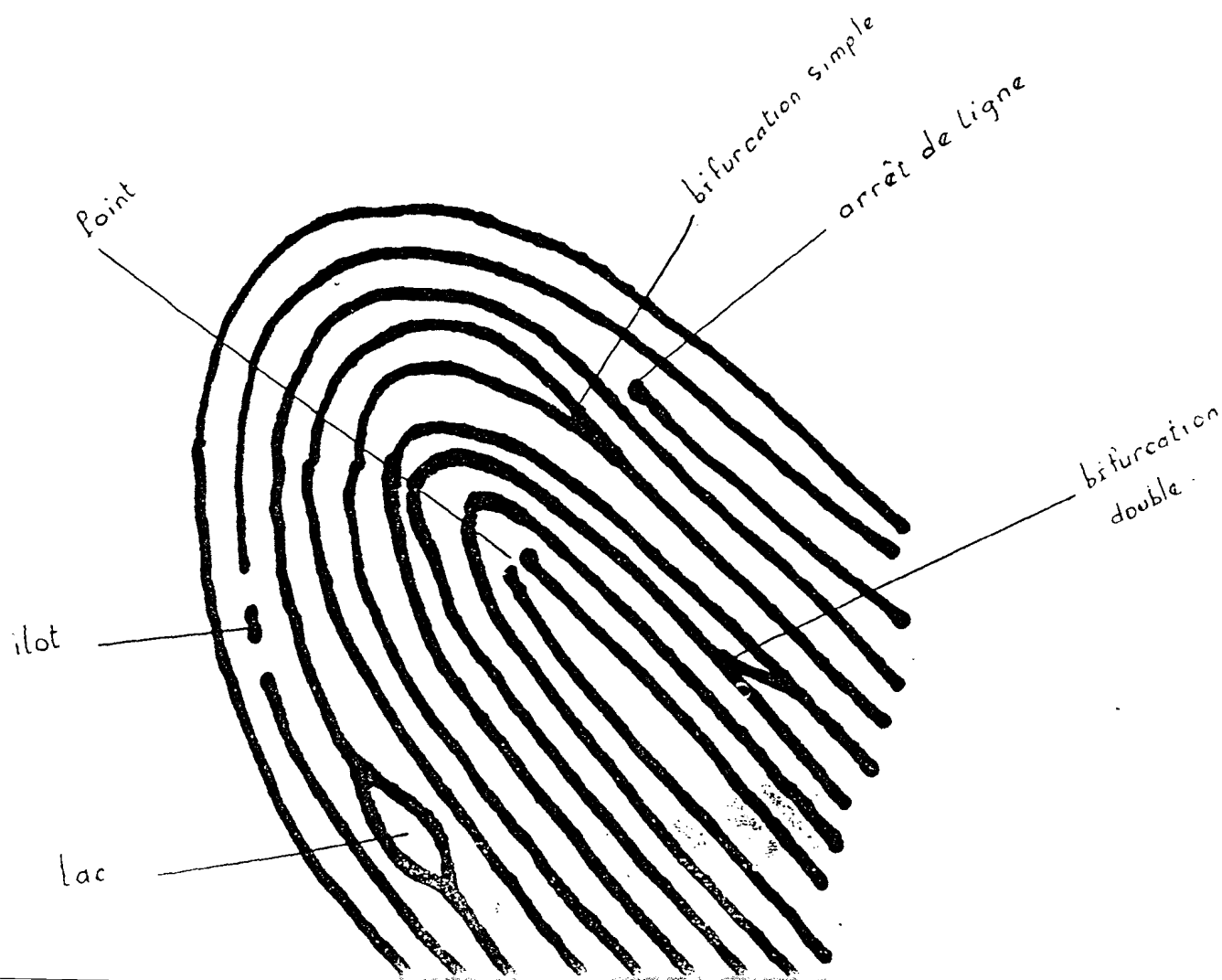


fig 3

Centre de figure: Le point noir indique le centre de figure



ligne de Galton



80 27



Groupe I



Groupe II



Groupe III

Groupe IV



Groupe V



fig. 2

Système  
marginal



Système  
nucléaire

Système basilaire

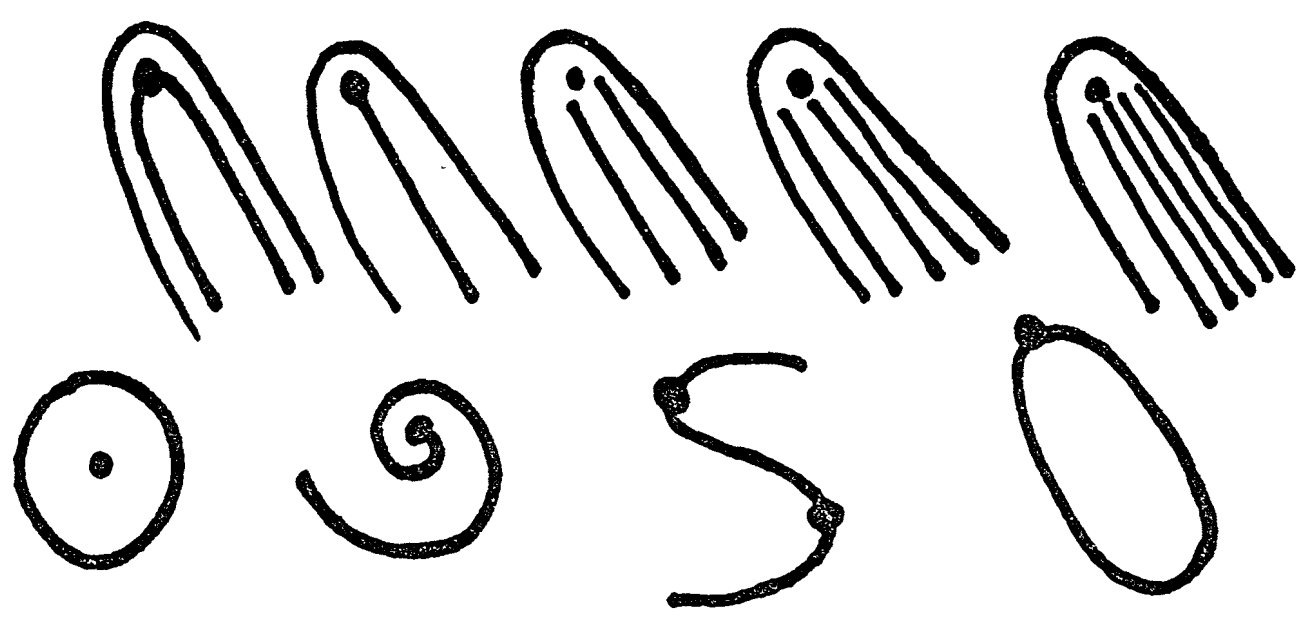


fig 3

Centre de figure: le point noir indique le centre de figure

## PROGRAMME DE LA POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Major Zanga Berthé

### I. Notions de Droit

- l'Infraction
- la Classification des Infractions
- le Ministère Public
- le Ministère Public près le Tribunal de 1ère Instance
- le Ministère Public près le Tribunal de Simple Police
- le Ministère Public près le Tribunal Correctionnel
- le Procureur de la République
- le Procureur Général
- la Cour d'Assises
- la Police Judiciaire et les APJ
- Les OPJ
- le Juge d'Instruction
- le Préfet

### II. Enquêtes Judiciaires

- Relations de Gendarmerie avec les autorités Judiciaires
- les Enquêtes Judiciaires
- l'Enquête Préliminaire
- l'Enquête de FD
- le Transport sur les lieux
- les Constatations
- les Croquis et les Prises de Vues Photographiques
- les Auditions
- \* Prise de Déclarations
- les mesures de Garde à Vue
- / les Perquisitions et Saisies

### III. Les Missions Diverses:

- le Droit d'Entrer dans un Domicile
- le Droit d'Arrestation
- les Droits du Gendarme (Fouille et Saisie)
- comment se Saisir d'une personne et comment la Fouiller
- le Droit de faire Usage des Armes
- le Droit au Contrôle d'Identité
- / les Recherches des Personnes Signalées
- le fichier Renseignement de la Brigade



- les Mandats
- l'Ordonnance de Prise de Corps
- l'Extrait du Jugement - la Contrainte par Corps
- les Transfèrements
- les Services Divers
- la Protection de l'Enfance

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major BERTHE ZANGA

### Leçon n°7 : La Police Judiciaire

#### I. Généralités:

Dans le langage courant, l'expression "police judiciaire" est employé pour désigner:

- soit l'ensemble des missions répressives confiées aux services de police et de gendarmerie ou à certains sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée, lorsqu'ils sont requis pour assurer la police économique ou le maintien de l'ordre et certains fonctionnaires
- soit l'ensemble des personnels chargés de ces missions répressives.

#### II. Énumération: sont agents de la police judiciaire:

- 1° les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire
- 2° les fonctionnaires des services actifs de police n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire
- 3° les agents de la police municipale
- 4° les sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée, lorsqu'ils sont requis pour assurer la police économique ou le maintien de l'ordre.

#### III. Rôles: la police judiciaire a trois missions principales:

- 1° constater les infractions à la loi pénale
- 2° en rassembler les preuves
- 3° en rechercher les auteurs.

#### IV. Subordination de la Police Judiciaire:

Dans l'exercice de ces fonctions l'agent de la police judiciaire est placé sous la direction du Procureur de la République.

---

La police judiciaire se divise en trois catégories de personnels:

- les officiers de police judiciaire
- les agents de police judiciaire
- les fonctionnaires et les agents de certaines administrations.

Les personnels participant à la police judiciaire sont tenus de prouver la légalité de leurs actes en déclarant la qualité en vertu de laquelle ils procèdent. Mention de cette qualité doit apparaître en tête des procès-verbaux qu'ils établissent.

L'insigne de fonction peut être constitué par:

- l'uniforme (gendarme)
- l'écharpe tricolore (maintien de l'ordre)
- présentation d'une commission (certains fonctionnaires)

#### VI. Connaissance de l'Infraction

Les OPJ et les APJ ont connaissance des infractions:

- sur instructions du Procureur de la République et des chefs hiérarchiques
- par plainte
- par dénonciation
- par réquisition
- par constatation d'initiative.

#### VII. Missions de l'Agent de Police Judiciaire

Les APJ ont pour missions:

1. de seconder dans l'exercice de leurs missions les OPJ
2. de constater en se conformant aux ordres de leurs chefs ou des autorités locales compétentes les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales.

3. en matière de crime ou délit flagrant, les agents de police judiciaire désignés à l'article ..... peuvent également entendre dans la limite des ordres reçus, toutes personnes susceptibles de fournir des renseignements sur les faits en cause.

Ils rendent compte dans les formes prescrites par le présent code à l'officier de police judiciaire qu'ils secondent.

4. de rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous les crimes et délits dont ils ont connaissance.

Les agents de police judiciaire ont également mission d'assurer

- l'exécution des mesures de contraintes contre les témoins défaillants (CPP)
- des mandats d'amener, d'arrêt et de dépôt ainsi que les ordonnances de prise de corps
- des arrêts et des jugements de condamnation
- des contraintes par corps.

**ATTENTION:** En aucun cas un agent de police judiciaire ne peut décider une mesure de "garde à vue".

Dans les cas de crime ou délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, il a qualité comme toute personne pour appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche.

#### VIII. Actes de la Police Judiciaire

Les deux principaux actes de la police judiciaire sont:

1° le procès-verbal (PV) par lequel un gendarme OPJ ou APJ:

- constate un fait ou une infraction
- reçoit une plainte ou une dénonciation
- relate les opérations accomplies d'initiative ou sur ordre

2° le rapport.

## IX. Compétence Territoriale de l'Agent de Police Judiciaire

L'agent de police judiciaire a compétence dans les limites territoriales de la circonscription qu'il est normalement chargé de surveiller.

Toutefois, un APJ peut toujours opérer valablement en dehors de sa circonscription dans les deux cas suivants:

- ordre spécial d'un supérieur hiérarchique, mais dans la limite de la propre circonscription de ce supérieur;
- en cas d'urgence, il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal auquel il est rattaché.

**N.B.:** cependant, tout militaire de la gendarmerie peut relever par procès-verbal une infraction à la loi pénale, partout où son intervention s'avère nécessaire et urgente. Exemple: un gendarme APJ qui effectue un transfèrement en dehors de sa circonscription est témoin d'un délit; dans ce cas il peut dresser un procès-verbal, valant renseignement, de ses premières constatations, mais il doit dès que possible aviser l'OPJ normalement compétent.

## Les Fonctionnaires et Agents Chargés de Certaines Administrations

### I. Enumération

- les ingénieurs et agents assermentés des Eaux et Forêts
- les inspecteurs des chasses et lieutenant de chasse
- les fonctionnaires et agents de certaines administrations

### II. Attributions

#### a. Ingénieurs et agents assermentés des Eaux et Forêts

Ils recherchent et constatent les infractions à la réglementation des Eaux et Forêts, de la chasse, de la pêche, ainsi que des infractions à la réglementation des armes. Ils peuvent saisir les armes et les munitions détenues illégalement ou qui ont servi à commettre une infraction de leur compétence.

#### b. Inspecteurs de chasse et Lieutenant de chasse

Ils recherchent et constatent les infractions à la réglementation des Eaux et Forêts, de la chasse, ainsi que les infractions à la réglementation des armes. Ils peuvent saisir les armes et munitions détenues illégalement ou qui ont servi à commettre une infraction de leur compétence.

A ces fins, ils ont le droit:

- de suite et de séquestre des choses enlevées. Ils ne peuvent cependant s'introduire dans les maisons, cours adjacentes et enclos qu'en présence d'un OPJ qui ne peut refuser de les accompagner. Il signe le PV de l'opération à laquelle il a assisté.
- de réquisition de la Force Publique
- d'appréhender tout individu surpris en flagrant délit: ils conduisent devant un OPJ tout individu qu'ils surprennent en flagrant délit ou dont ils ne peuvent s'assurer de l'identité.

NOTA: Ils peuvent être requis par le Procureur de la République, le Juge de Paix à compétence étendue, les OPJ afin de leur prêter assistance.

#### c. Fonctionnaires et agents des Administrations et Services Publics

Ce sont les fonctionnaires et agents auxquels des lois spéciales attribuent certains pouvoirs de police judiciaire. Ils exercent ces pouvoirs dans les conditions et dans les limites fixées par la loi.

### III. Actions et Poursuites

En matière d'infractions au Code forestier, les actions et poursuites sont exercées par le chef de service des Eaux et Forêts ou son représentant devant les tribunaux suivant les règles de compétence.

Les agents forestiers assermentés ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus à l'appui de leurs conclusions. Ils siègent à la suite du Procureur et des Substituts.

Les jugements sont notifiés au chef du service forestier qui peut interjeter appel des jugements rendus en premier ressort. Il peut se pourvoir en cassation contre les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort des tribunaux. Il a alors le droit d'exposer l'affaire devant la Cour d'Appel. Il est entendu à l'appui de ses conclusions. Il siège à la suite du Procureur Général et des Substituts.

Les mêmes directives sont applicables en matière d'infractions à la chasse.

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

### Leçon n°8 : LES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE (OPJ)

#### I. ENUMÉRATION DES OPJ

Sont officiers de la police judiciaire:

- les Procureurs de la République et leurs Substituts
- les Juges d’Instruction
- les Directeurs des Services de Sécurité
- les Commandants de Cercle, les Préfets et leurs adjoints
- les Chefs d’Arrondissement
- les Maires et Adjoints
- les Commissaires de Police
- les Inspecteurs de Police nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du Procureur Général
- les Officiers, Sous-Officiers et Gendarmes, Chefs de Brigade ou Poste de Gendarmerie
- les Gendarmes nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du Procureur Général
- les attachés au Parquet.

#### II. HABILITATION:

**Principe:** les officiers de police judiciaire ne peuvent exercer leurs fonctions qu’en vertu d’une décision du procureur général près la Cour d’Appel.

- Conditions:
- être affecté à un poste actif de commandement ou d'exécution
  - assurer l'exercice de la police judiciaire
  - agir dans le cadre d'une circonscription territoriale

### III. ATTRIBUTIONS DE L'OPI

#### a. Les Commandants de Cercle (Préfets) et leurs adjoints

En dehors des cercles où siègent les tribunaux de première instance et les juges de paix à compétence étendue, les commandants de cercles (préfets) ou leurs adjoints à défaut, se saisissent d'office de tout crime ou délit commis dans leur circonscription qu'il y ait ou non flagrant délit, à charge d'en informer immédiatement le procureur de la République compétent et le juge d'instruction du ressort.

Dans les mêmes conditions, ils peuvent être requis d'informer par le Procureur de la République ou saisi d'une délégation totale ou partielle par le juge d'instruction du ressort.

#### b. Les Maires et leurs Adjoints

Les maires et leurs adjoints effectuent rarement eux-mêmes des enquêtes et des constatations. Sans rechercher positivement les infractions, ils ne manquent pas de connaître les plus graves et de les signaler soit à l'OOPJ, soit au juge de paix à compétence étendue ou encore au parquet.

Toujours présents sur les lieux dans les communes rurales dès qu'une infraction grave est découverte, leur action influe souvent sur la conservation des indices et la précision des premiers témoignages.

#### Droits des Officiers d la Police Judiciaire

- reçoivent les plaintes ou dénonciations en matière de crimes, délits et contraventions
- constatent les crimes, délits ou contraventions
- peuvent exercer, en cas de crime ou délit flagrant et en cas de réquisition du chef de maison, les pouvoirs propres qui sont attachés à sa qualité
- procèdent à des enquêtes préliminaires soit sur instructions du Procureur de la République, soit d'office.



Par ailleurs, un officier de la Police Judiciaire a le droit de recevoir :

- le concours de la force publique
- le prêt d'assistance:   . des préposés des agents des Eaux et Forêts  
                                  . des inspecteurs des chasses et lieutenants de chasse
- les personnes qualifiées.

#### IV. SUBORDINATION DE L'OPI

- 1° Hiérarchie:**
- le Procureur de la République
  - le Juge d’Instruction

2° Discipline: dans son activité, l'OPI est soumis au pouvoir de:

- direction du Procureur de la République
- surveillance du Procureur Général
- contrôle de la Chambre d'Accusation.

La Chambre d'Accusation exerce un contrôle sur l'activité OPJ ainsi que sur celle des APJ.

## V. COMPETENCE

En principe, l'OPJ a compétence dans les limites où il exerce ses fonctions habituelles (celle de la brigade, par exemple).

En cas de crime ou délit flagrant: il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance dont il dépend et dans les ressorts des tribunaux limitrophes à leur propre tribunal.

En cas d'urgence, les militaires de la gendarmerie peuvent opérer dans toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance auquel ils sont attachés.

En d'ouverture d'une information:

- a. sur commission rogatoire expresse

Sur commission rogatoire expresse du juge d'instruction, les officiers de gendarmerie peuvent procéder à des perquisitions et saisies dans les ressorts des tribunaux limitrophes à leur tribunal.

- b. sur commission rogatoire internationale

En commission rogatoire, les OPJ et magistrats saisis exécutent tous actes d'instruction nécessaires sur l'ensemble du Territoire et sur tout territoire, en cas de commission rogatoire internationale.

**REMARQUES:** En flagrant délit ou en enquête préliminaire, notamment sur tout ce qui concerne les infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat, les OPJ, le Ministère Public et les Magistrats instructeurs peuvent procéder en "tout lieu" à toutes perquisitions ou saisies jugées utiles.

## VI. RESPONSABILITES DE L'OPJ

- a. Cas d'une faute lourde professionnelle commise dans l'exercice des fonctions de police judiciaire:

Lorsqu'un OPJ a, par dol, violences, voies de fait ou faute lourde professionnelle, notamment violation des droits de la défense en matière de perquisition, causé un préjudice à une personne, celle-ci peut par la voie "de la prise à partie" le faire déclarer responsable du préjudice causé et obtenir réparation.

L'Etat est civilement responsable des condamnations en dommages et intérêts qui sont prononcés contre l'OPJ, sauf son recours contre lui pour se faire rembourser les frais supportés.

L'action de "**prise à partie**" est portée devant la Cour Suprême.

- b. Cas d'une infraction pénale commise par l'OPJ

Lorsqu'un OPJ a commis un crime ou un délit "hors ou dans l'exercice de ses fonctions mais sa circonscription territoriale", le Procureur de la République saisi de l'affaire présente sans délai une requête à la Chambre Criminelle de la Cour Suprême qui désigne la juridiction chargée de l'instruction ou du jugement.

Le juge d'instruction désigné doit procéder personnellement à tous les actes d'information nécessaires.

c. Les Sanctions

En cas de faute, du fait de son pouvoir de direction, le Procureur de la République peut:

- classer l'affaire sans suite
- faire de simples observations à l'OPJ
- le suspendre temporairement ou définitivement
- transmettre au PR aux fins de poursuite, s'il y a infraction pénale.

La prise à partie est une voie de recours extraordinaire ouverte, tant en matière civile qu'en matière pénale, contre un OPJ ou un magistrat de l'administration de la justice qui a gravement abusé de son autorité.

C'est une action de nature civile, qui a pour objet l'objet de dommages et intérêts à la partie lésée.

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

Leçon n°9 : Le Juge d'Instruction

### I. GENERALITES

Pour les infractions présentant un certain caractère de gravité ou de complexité le jugement est précédé d'une information ou instruction préparatoire.

L'information qui a pour but la manifestation de la vérité, consiste dans le rassemblement des preuves par un magistrat instructeur appelé **juge d'instruction**.

Cette information ou instruction préparatoire n'existe pas toujours. Elle est:

- exceptionnelle pour une contravention
- facultative pour un délit
- obligatoire pour un crime.

### II. MISSIONS DU JUGE D'INSTRUCTION

Le juge d'instruction a pour missions:

- de rechercher et rassembler les preuves des infractions
- de décider de la suite à donner à l'action publique

### III. INTERVENTION DU JUGE D'INSTRUCTION

Le juge d'instruction peut être saisi :

- soit par une réquisition du Procureur de la République
- soit par une plainte de la victime avec constitution de partie civile
- ou se saisir lui-même par un transport sur les lieux (cas de crime ou délit flagrant)

Ce magistrat ouvre alors une information. L'auteur de l'infraction ou la personne soupçonnée devient un **inculpé**.

#### IV.ROLE DU JUGE D'INSTRUCTION

Dès qu'il est saisi, le juge d'instruction

- procède aux actes suivants:

- a) interrogatoire l'inculpé
- b) transport sur les lieux pour constatations nécessaires
- c) perquisitions et saisies
- d) expertises
- e) auditions de témoins et confrontations

- décerne des mandats

- délègue ses pouvoirs à des OPJ par commissions rogatoires pour faire procéder aux actes qu'il ne peut effectuer lui-même

- procède ou fait procéder à une enquête de personnalité de l'inculpé (renseignement sur son comportement, son milieu social et familial).

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

## Leçon n°10 : Relations de la Gendarmerie avec les Autorités Judiciaires

## I.GENERALITES

Les missions d'ordre judiciaire sont les plus nombreuses et les plus importantes de toutes celles qui incombent à la gendarmerie.

Action dans le domaine judiciaire:

1<sup>o</sup> exercice de la police judiciaire:

- constatation des infractions
- rassemblement des preuves
- recherche des auteurs
- exécution des réquisitions ou délégations judiciaires

2<sup>o</sup> exécution de missions d'ordre judiciaire:

- décisions judiciaires
- transfèrements
- extractions
- services d'ordre

Gendarme, vous êtes un collaborateur de la justice et vous devez entretenir des relations étroites avec les autorités judiciaires.

## II. AVEC QUELS MAGISTRATS LA GENDARMERIE A-T-ELLE DES RELATIONS

Couramment avec: - le Procureur de la République  
- le juge d'instruction  
- le juge des enfants.

Exceptionnellement avec:

- le juge du tribunal de première instance
- le président du tribunal de première instance
- le président de la cour d'appel
- le procureur général

a) Le Procureur de la République

- il est le chef de la police judiciaire
- il dirige l'activité des officiers de police judiciaire et des APJ de la gendarmerie. Le Procureur de la République adresse des réquisitions et des demandes d'enquêtes ou de renseignements à la gendarmerie.
- il est destinataire des procès-verbaux.

b) Le Juge d'Instruction

Le gendarme est en relation avec le Juge d'instruction notamment pour:

- la mise à exécution des mandats de justice
- la conduite devant ce magistrat des individus appréhendés en flagrant délit (après présentation devant le Procureur de la République)
- l'exécution des commissions rogatoires (OPJ seulement)
- l'extaction des détenus
- les réquisitions diverses.

c) Le Juge des Enfants

Les relations avec le juge des enfants sont fréquentes, étant donné le rôle que joue la gendarmerie dans la protection de l'enfance. Il s'agit de:

- demandes d'enquêtes
- exécution de commissions rogatoires (OPJ seulement)
- réquisitions

d) Le Président du Tribunal de Première Instance

Vous serez en relation avec eux seulement dans les cas où vous aurez reçu pour mission d'assurer le service d'ordre à une audience.

e) Le Procureur Général

Vous n'avez pas de relations de service à l'échelon "gendarme" avec ce magistrat.

Les magistrats ne vous accordent leur confiance et leur estime qu'autant que, dans vos relations avec eux, vous savez témoigner non seulement de qualités intellectuelles, de tact et de déférence, mais aussi de solides qualités professionnelles.



## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major BERTHE ZANGA

### Leçon n°11 : Les Enquêtes Judiciaires

#### I. Généralités.

L'Exercice de la Police Judiciaire à savoir;

- Recherche des infractions,
- Constatations de celles-ci,
- Rassemblement des preuves,
- Recherche des auteurs,
- Exécution des réquisitions ou délégations judiciaires.

se traduit pour le **gendarme** par des **enquêtes judiciaires** à effectuer. L'enquête judiciaire a pour but:

- D'établir exactement ce qui s'est passé
- D'identifier les auteurs.

Lorsque l'auteur est identifié, interviennent les recherches qui ont pour but de mettre l'auteur de l'infraction à la disposition des autorités judiciaires.

#### II. L'enquête et l'enquêteur

L'Enquêteur judiciaire demande:

- **Rapidité** : Certains indices peuvent disparaître; l'auteur peut gagner un refuge.
- **Unité de Direction**: L'action de tous ceux qui y participent doit être coordonnée.
- **Examen méthodique et complet**: L'Enquête ne doit rien laisser dans l'ombre.
- **Respect de la légalité**: Une illégalité peut entraîner l'annulation de la procédure.

#### III. Intervention de la Gendarmerie.

a. Avant l'ouverture d'une information, soit:

- D'initiative
- Sur plainte
- Sur dénonciations
- Sur instructions du PR

- APJ : à une enquête préliminaire sur ordre de l'OPJ,
- OPJ: à une enquête préliminaire ou de flagrant délit.

b. Après l'ouverture d'une information:

Le juge d'instruction délivre:

- des commissions rogatoires
- des réquisitions
- des demandes de renseignements

APJ: à des vérifications fragmentaire sur ordre de l'OPJ

OPJ: à une enquête sur commission rogatoire à des vérifications fragmentaires.

#### IV. Qualité d'Officier ou d'Agent de Police judiciaire.

En gendarmerie, ont qualité d'Officier de Police Judiciaire (OPJ):

- Les Officiers et le Commandant de la Garde Républicaine.
- Les Sous-Officiers et Gendarmes, Chefs de Poste ou de brigade,
- Les Gendarmes nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du PG sont Agent de Police Judiciaire (OPJ).

Tous les autres militaires assermentés de l'Arme.

#### V. Diverses Sortes d'Enquêtes Judiciaires

- En cas de :
- Contravention
  - Délit (flagrant ou non)
  - Crime (flagrant ou non)

#### VI. Les actes de l'enquête Judiciaire:

Une enquête judiciaire comporte en général les actes suivants:

- transport sur les lieux
- constatations
- réquisitions à personne qualifiée
- auditions
- mesure de garde à vue
- perquisition et saisies.

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Major Zanga Berthé

### Leçon n°12 : L'Enquête Préliminaire

#### I. Généralités

L'enquête préliminaire est de pratique journalière et constitue le moyen d'information le plus fréquent du Procureur de la République.

Les OPJ et les APJ (dans la limite des ordres reçus par l'OPJ) peuvent procéder à une enquête préliminaire dans tous les cas où un texte légal ne prescrit pas d'opérer selon une autre procédure.

#### II. Domaine de l'Enquête Préliminaire

Vous effectuez une enquête préliminaire,

Soit:

- sur instruction du Procureur de la République
- sur ordres des chefs hiérarchiques
- d'office à la suite de constatations, plaintes ou dénonciations.

Lorsqu'il y a lieu:

- de recueillir des renseignements nécessaires à l'autorité judiciaire
- d'établir éventuellement l'absence d'infraction pénale (ex. découverte de cadavre)

En cas de:

- contravention
- délit (flagrant ou non)
- crime (flagrant ou non)

#### III. Pouvoirs de l'Enquêteur

L'enquête préliminaire est une procédure moins rigoriste que l'enquête de flagrant délit, mais qui, par contre ne donne que des pouvoirs limités, notamment en matière de perquisition et de compétence territoriale.

L'enquête préliminaire tient une place importante dans l'exercice de la Police Judiciaire. Elle est de pratique journalière et constitue le moyen d'information le plus fréquent du Procureur de la République.

- 1<sup>o</sup> Bien que restreintes, les possibilités offertes par cette procédure sont suffisantes pour aboutir les investigations dans de nombreuses affaires. (Exemple: accident de la circulation).
- 2<sup>o</sup> L'enquête préliminaire ne peut être diligentée que par des Officiers de Police judiciaire. Ils peuvent se faire seconder par les APJ.
3. Les OPJ peuvent procéder à une enquête préliminaire aussi bien dans le cas de crime ou délit flagrant ou eu dehors du flagrant delit. En effet les OPJ ont la faculté de renoncer à la procédure de crime ou délit flagrant et d'agir selon les règles de l'enquête préliminaire.

En général, cette forme de procédure est choisie:

- Si aucun problème de procédure ne se pose. (compétence territoriale, perquisition)
- Pour ne pas être limité par le temps.

ATTENTION:

Les militaires de la gendarmerie, agissant dans le cadre de l'enquête préliminaire opèrent sur l'étendue de leur compétence territoriale; toutefois, s'il y a urgence, ils peuvent instrumenter dans tout le ressort du Tribunal de Première Instance auquel ils sont attachés.

IV. Rôle de l'Officier de Police Judiciaire au cours de l'Enquête Préliminaire

L'enquêteur, dès qu'il a connaissance d'une infraction flagrante ou non:

- informe sans délai le Procureur de la République
- se transporte sur les lieux
- procède aux constatations
- peut requérir des personnes qualifiées pour les constatations d'ordre technique qui ne peuvent être différées.

- effectue des perquisitions et saisies (avec l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu et qui sera joint au P.V.)
- procède à l'audition des témoins et des personnes paraissant avoir participé à l'infraction
- prend des mesures de garde à vue
- conduit devant le PR toute personne contre laquelle existent des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation.

#### ATTENTION

Dans le cadre d'une enquête préliminaire effectuée d'initiative:

- informer le Procureur de la République
- rendre compte au Commandant de la Compagnie.

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: MAJOR ZANGA BERTHE

Leçon n°13 : Instructeur de Police Judiciaire

### L'ENQUETE DE FLANGRANT DELIT.

#### I.GENERALITIES.

##### A.Définition de la Flangrance.

Il y a flagrant délit, soit :

1. Lorsque l'infraction se commet actuellement : un gendarme aperçoit un individu tirant un coup de feu sur une personne.
2. Lorsque l'infraction vient de se commettre : une fillette a été victime d'un viol. Elle raconte les faits à ses parents; le lendemain, ceux-ci viennent aussitôt à la gendarmerie.
3. Lorsque dans un temps très voisin de l'action (la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique). Deux Gendarmes attirés par ces cris appréhendent le fuyard.
4. Lorsque dans un temps très voisin de l'action (la personne soupçonnée est trouvée en possession d'objet ou présente des traces ou indices laissant à penser qu'elle a participé au crime ou au délit).

Ex. Un vol est commis par **effraction**, un samedi soir, dans une bijouterie. Le lendemain, les gendarmes découvrent les bijoux dérobés, au cours d'un contrôle, dans un véhicule.

##### B.CAS ASSIMILE A LA FLAGRANCE:

Est assimilé au crime ou au délit flagrant, tout crime ou délit qui, même si les conditions de la flagrance ne sont pas réunies, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur de la République ou un Officier de Police Judiciaire de le constater.

Trois conditions :

- Qu'un crime ou un délit ait été commis (aucune condition de temps écoulé).
- Qu'il ait été commis à l'intérieur d'une maison.
- qu'il ait requis le chef de maison (un simple appel téléphonique suffit ).

### C. CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE DE FLAGANT DELIT:

Cette enquête est de la compétence exclusive des OPJ. En tout état de cause un seul OPJ a la responsabilité de conduire l'enquête de flagrant délit.

#### II. Domaines de l'Enquête de Flagrant Délit:

Une enquête de flagrant délit est effectuée en cas de:

- crime flagrant
- délit flagrant (passible d'une peine d'emprisonnement)
- réquisition du Chef de Maison (pour un crime ou délit commis dans une maison)

L'option est commandée en chaque affaire par les circonstances de l'infraction et les difficultés prévisibles pour la recherche des auteurs ou le rassemblement des preuves.

Par ailleurs, le champ territorial des investigations à entreprendre constitue un élément important du choix à faire par l'OPJ. En effet, il ne faut pas perdre de vue qu'en optant pour la procédure de crime ou de délit flagrant l'enquêteur peut en cas d'urgence opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal de Première Instance auquel il est attaché.

#### III. Pouvoirs de l'OPJ dans l'enquête de Flagrant Délit:

L'OPJ a des pouvoirs importants:

- pour ses constatations, s'il y a urgence, il peut requérir une personne qualifiée (médecins, armurier, interprète, garagistes, etc.)
- il a un pouvoir de coercition sur les biens (perquisitions - saisies)
- il a un pouvoir de coercition sur les personnes:
  - . défendre à une personne de s'éloigner du lieu des faits
  - . vérification d'identité
  - . convoquer une personne pour l'entendre
  - . prendre des mesures de garde à vue
- en d'urgence, l'OPJ peut poursuivre ses investigations sur toute l'étendue du ressort du Tribunal de Première Instance.

- le commandant de Compagnie, en cas de crime ou délit flagrant procède à des perquisitions et saisies dans les ressorts des Tribunaux limitrophes à leur propre tribunal. Cette possibilité est offerte exclusivement aux officiers et seulement pour les réquisitions et saisies.

#### IV. Actes de l'Enquête Judiciaire:

En règle générale une enquête de flagrant délit nécessite les actes suivants:

- informer sans délai le Procureur de la République
- se transporter sur les lieux
- procéder aux constatations
- requiert des personnes qualifiées pour certaines constatations.
- effectue des perquisitions et saisies
- procède à l'audition des personnes paraissant avoir participé au crime ou au délit.
- procède à des constatations
- procède à des mesures de garde à vue
- conduit devant le PR toute personne contre laquelle existent des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation.

#### V. Direction de l'Enquête de Flagrant Délit

Un OPJ en prend la direction. Il peut se faire seconder par:

- des gradés ou gendarmes OPJ pour n'importe quel acte
- des gendarmes API
- des spécialistes pour les relevés d'empreintes, prélèvements, etc. (Sections de Recherches, Brigades de Recherches).



## VI. Rôle des APJ

Les gendarmes APJ peuvent:

- appréhender l'auteur et le conduire immédiatement devant un OPJ
- Apporter une aide matérielle: secrétariat, recherche, croquis, etc.
- apporter un concours technique : pistage avec chien, photographies, moulage, etc.
- procéder à des auditions de témoins dans la limite des ordres reçus de l'OPJ
- vérifier les identités.

Les APJ ont également pour mission d'assurer l'exécution :

1. des mesures de contraintes contre les témoins défaillants
2. des mandats d'amener, d'arrêt, de dépôt et des ordonnances de prise de corps.

**Attention** : en aucun cas, un APJ ne peut décider d'une mesure de garde à vue. Par contre, dans le cas de crime ou délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, il a qualité comme toute personne pour appréhender l'auteur et de le conduire devant l'OPJ le plus proche.

### Compétence Territoriale de l'APJ

L'APJ a compétence dans les limites territoriales de la circonscription qu'il est normalement chargé de surveiller.

Toutefois, un APJ peut opérer valablement en dehors de sa propre circonscription dans les deux cas suivants:

- a. ordre spécial d'un supérieur hiérarchique, mais dans la limite de la circonscription de ce supérieur.
- b. en cas d'urgence, il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal auquel il est rattaché.

**N.B.** Cependant, tout militaire de la gendarmerie peut relever par procès-verbal une infraction à la loi pénale partout où son intervention s'avère nécessaire et urgente. Ces constatations ont valeur de renseignements et dans les plus brefs délais, il avise l'OPJ

territorialement compétent.

Subordination de l'APJ:

Dans l'exercice de ces fonctions, l'APJ est placé sous la direction du Procureur de la République.

Cas particulier de découverte de cadavre:

Lorsque le premier examen révèle que la mort est d'origine criminelle, l'OPJ procède selon le cas à une enquête de flagrant délit ou à une enquête préliminaire.

S'il y a hésitation sur les circonstances du décès (suicide, mort naturelle ou crime) l'OPJ ne dispose pas d'office des pouvoirs qui lui sont donnés normalement lorsque le crime est certain et flagrant.

En revanche, il peut employer la procédure spécialement qui l'applique aux morts violentes ou non, récentes ou anciennes dont la cause est suspecte ou inconnue.

a. Préparation du Transport

Un transport sur les lieux ne s'improvise pas. Il doit être minutieusement préparé.

Pour intervenir efficacement dans le minimum de temps, la Brigade doit avoir ses moyens (personnel et matériel en état).

Pour agir, il faut:

- personnel qualifié
- matériel adapté
- des documents

1° Personnel:

Pour une affaire importante, tout le personnel disponible à l'exception du gendarme de permanence se rend sur les lieux. En cas de besoin, des renforts peuvent être demandés au Commandant.

2° Matériel: emporter (à titre indicatif)

- appareil photographique, machines à écrire
- projecteur
- trousse de secours
- le nécessaire pour faire des clichés
- flacons pour prélèvements sanguins (crime de sang)
- lampe de poche
- mètre ou décimètre, craie, peinture (pour marquage au sol)
- objets de sûreté, etc.

3° Documents:

- carte de la région
- imprimés pour réquisitions
- Code Pénal, Code de Procédure Pénale.

b. Dispositions à prendre à l'arrivée sur les lieux:

Pour vos opérations dans le domicile où le crime ou le délit a été commis, vous devez vous faire accompagner par le Chef de maison

**POLICE JUDICIAIRE****Instructeur: Major Zanga Berthé****LECON N° : LES PERQUISITIONS ET LES SAISIES****I. Généralités.****A. Importance des Perquisitions.**

Les perquisitions ont pour but la découverte d'éléments matériels de preuve ou de comparaison c'est à dire la recherche et la saisie de tout ce qui:

- a servi à commettre le crime ou le délit.
- présente une relation quelconque avec le crime ou le délit.
- peut servir à la manifestation de la vérité.

Les éléments de la comparaison ou de preuve sont constitués normalement par:

- des armes instruments, outils, objets pouvant servir à une comparaison.
- des écrits.

**B. Principe de l'inviolabilité du domicile**

Une perquisition nécessite le plus souvent l'entrée au domicile d'une personne. Par domicile, il faut entendre: "... Toute demeure permanente ou temporaire occupée de droit ou avec le consentement du propriétaire, sans distinguer le logement proprement dit des dépendances".

Le terme domicile est pris dans le sens général d'habitation. Sont considérés comme domicile:

- une chambre d'hôtel pour le voyageur qui l'occupe.
- une chambre louée ou meublée.
- une tente, une remorque habitable, etc.

Sont assimilés au domicile lui-même: un balcon, une terrasse, une cour de ferme, un jardin, un garage attenant à une habitation.

Un principe fondamental du droit fait du domicile de toute personne "un asile inviolable".

Il est cependant prévu un certain nombre de cas dans lequel il est permis de pénétrer au domicile d'une personne, notamment pour:

- une enquête de flagrant délit.
- une enquête préliminaire.

### C. Perquisition dans l'Enquête de flagrant délit

Un O P J peut d'autorité procéder à une perquisition au domicile

- d'une personne paraissant avoir participé au crime ou délit.
- d'une personne pouvant détenir, même de bonne foi, des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés.
- Pendant le temps légal de jour 06 heures à 21 heures. Toutefois, une perquisition commencée en temps légal peut être poursuivie sans interruption après 21 heures.
- en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu.
- en l'absence de la personne en question en présence de deux témoins requis ou d'une personne désignée par celle qui occupe les lieux.

NOTA BENE: le respect du secret professionnel et des droits de la Défense doivent être assurés.

Si la perquisition doit être effectuée au domicile d'une personne tenue par le secret professionnel (avocat, officiel ministériel, médecin, etc.) l'OPJ doit en référer au Procureur de la République avant tout commencement d'exécution.

ATTENTION: L'OPJ peut fouiller une personne en vue de découvrir des objets utiles à la manifestation de la vérité. Cette fouille est assimilée à la perquisition et est soumise aux mêmes formalités, sauf en ce qui concerne le temps légal. Elle est appelée "**Fouille Perquisition**" pour la distinguer de la "**Fouille-Sûreté**".

REMARQUES: Les visites, perquisitions et saisies pourront être opérées à toute heure de jour et de nuit dans le cadre de la répression des infractions en matière de stupéfiants.

### Les Saisies

L'OPJ peut saisir:

- des pièces et objets ..... relatifs aux faits incriminés
- des papiers et documents ..... trouvés en possession des personnes soupçonnées.

### D.Perquisition dans l'Enquête Préliminaire:

Hors les cas de la garde à vue et de défense de s'éloigner des lieux jusqu'à la clotûre des opérations, l'OPJ ne dispose d'aucun moyen propre de coercition.

Outre les conditions de **lieu, de temps et de forme**, imposées dans l'enquête de flagrant délit, les perquisitions et saisies sont soumises à l'assentiment exprès de la personne chez laquelle doit avoir lieu la perquisition.

Cet assentiment exprès est constitué dans le procès-verbal. Si la personne donnant son assentiment ne sait écrire, il en est fait mention au P.V. et elle appose sous l'assentiment, l'empreinte de son index droit.

Les saisies au cours de la fouille à corps sont assujetties aux conditions de la perquisition en enquête préliminaire. Si la personne chez laquelle doit avoir lieu la perquisition donne son assentiment écrit, mais se trouve dans l'impossibilité d'y assister, deux hypothèses sont possibles: soit elle désigne un représentant; soit elle décide ne pouvoir ou ne vouloir désigner aucun représentant: l'enquêteur requiert deux témoins en dehors des personnes relevant de son autorité. Ces témoins assistent à la perquisition, paraphent les scellés et signent le P.V. En cas de refus, il en fait mention au P.V.

Aucune perquisition d'autorité n'est permise en enquête préliminaire; il faut:

- respecter le temps légal de jour (6h à 21h)
- trouver la personne au domicile dans laquelle la perquisition doit avoir lieu
- lui dire l'objet de votre visite
- lui demander si elle consent à ce que vous visitiez son domicile pour procéder aux recherches et saisies utiles à l'enquête en cours
- lui faire donner son assentiment écrit de sa main, soit au carnet de déclaration, soit sur une feuille séparée
- procéder à la perquisition, en présence de la personne intéressée.

Assentiment exprès et préalable écrit de sa main sur votre carnet de déclaration ou sur une feuille séparée:

" ...Sachant que je puis m'opposer à la visite de mon domicile, je consens expressément à ce que vous y opériez les perquisitions et saisies que vous jugerez utiles à l'enquête en cours"

Cet assentiment figure à la première expédition du procès-verbal.

#### E. Interdiction de communiquer ou de divulguer les documents saisis

Est interdite, toute communication ou divulgation de documents provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance. La personne qui passe outre aux règles édictées du CPP est passible des peines prévues au CP "Violation du Secret Professionnel"

En dehors de vous-même, ne peuvent en prendre connaissance que:

- l'OPJ qui procède à la perquisition
- les personnes dont l'assistance à la perquisition est requise par la loi
- les personnes qualifiées que l'OPJ croit devoir requérir soit pour effectuer des constatations urgentes pouvant exiger (moulages, relevés de traces ou d'empreintes).
- pour donner un avis technique de nature à faciliter le déroulement de l'enquête ou à déterminer si la saisie envisagée peut aider réellement à la manifestation de la vérité (traduction d'un texte par exemple)
- pour les nécessités de l'enquête, les personnes susceptibles de fournir des renseignements à leur sujet. Ces auditions impliquent le plus souvent la présentation desdits documents (photographies, pièces comptables) voire leur reproduction préalable en autant d'exemplaires qu'exige l'urgence des conditions.

Tous les objets et documents saisis sont immédiatement inventoriés et placés sous scellés. Cependant, si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés fermés provisoires jusqu'au moment de leur inventaire et de leur mise sous scellés définitifs, et ce en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

#### F. Cas Particuliers de la Saisie incidente

Une difficulté apparaît quand, au cours d'une perquisition ou d'une fouille-perquisition, l'enquêteur découvre des objets relatifs à l'affaire dont il est saisi. Dans ce cas deux hypothèses sont possibles:

- a) La découverte porte sur des documents ou objets se rapportant à un crime ou à un délit qui se situe dans le temps de la flagrance. Par exemple: une fouille-perquisition amène la découverte d'armes et établit ainsi indépendamment des faits l'ayant motivée, le délit de port d'arme prohibée.

Dans ce cas, l'OPJ se saisit immédiatement et ouvre une enquête nouvelle sur l'infraction flagrante qu'il constate. Il saisit l'arme au titre de la nouvelle procédure (c'est à dire qu'il rédige un PV distinct).

- b) Le crime ou le délit auquel se rapportent les objets découverts ne se trouve plus dans le temps du flagrant délit. Dans ce cas seule une enquête préliminaire peut être ouverte et la saisie est soumise à l'assentiment exprès de la personne chez qui ou sur qui l'objet en question est découvert.

En cas de refus, il convient de prendre toutes les mesures conservatoires utiles et d'aviser d'urgence le Procureur de la République qui provoquera l'ouverture d'une information et la délivrance d'une commission rogatoire permettant la saisie.

- b)



## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

### Leçon n° : LA COMMISSION ROGATOIRE

#### I. GENERALITES

Le juge d'instruction n'a ni le temps ni les moyens d'effectuer seul tous les actes d'instruction. Lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité de procéder lui-même à certains actes, il peut se faire aider dans sa tâche par le moyen des "commissions rogatoires".

##### a. Définitions

La commission rogatoire est une forme de réquisition par laquelle le juge d'instruction (généralement) délègue ses pouvoirs à un autre magistrat ou à un officier de police judiciaire pour accomplir à sa place un ou plusieurs actes d'information déterminés.

##### b. Caractéristiques: la commission rogatoire:

- est une délégation de pouvoirs pour une mission bien définie. Exemple: si la commission rogatoire prescrit une perquisition dans les locaux d'une société ou dans un garage, l'OPJ ne doit pas, à cette occasion opérer dans l'habitation attenante.
- ne peut prescrire que des actes d'instruction se rattachant directement aux faits ayant motivé l'ouverture de l'information. Exemple: pour une affaire d'abus de confiance, le juge d'instruction ne peut pas délivrer une commission rogatoire aux fins d'effectuer une perquisition dans le but de rechercher des traces au domicile de l'inculpé détenu, lesquelles traces n'ont aucun rapport avec l'abus de confiance.
- est écrite et doit:
  - . indiquer la nature de l'infraction, l'objet des poursuites (exemple: vol, attentat à la pudeur, meurtre, etc.)
  - . être datée et signée par le juge d'instruction
  - . être revêtue de son sceau
  - . désigner par sa fonction le magistrat ou l'OPJ délégué
  - . préciser la mission qui lui est confiée

fixer, éventuellement le délai dans lequel les pièces afférentes à l'exécution de la commission rogatoire doivent être adressées au juge d'instruction.

Lorsque la commission rogatoire prescrit des opérations simultanées à effectuer en différents points du territoire, elle peut être adressée aux juges d'instruction sous formes de reproduction (photocopie) ou de copie intégrale de l'original certifié conforme.

### I. QUI PEUT DELIVRER UNE COMMISSION ROGATOIRE?

- a. le juge d'instruction : c'est la règle générale (d'ailleurs la présente fiche ne concerne cette hypothèse).
- b. la chambre d'accusation: lorsqu'elle fait procéder à des suppléments d'information par un de ses membres.
- c. le président de la cour d'assises: lorsqu'il ordonne des actes d'instruction (infraction incomplète, ou éléments nouveaux)  
(ou un assesseur délégué)
- d. toute juridiction de jugement: lorsqu'elle veut faire entendre par un juge du lieu de détention un condamné qui est incarcéré hors du siège de la juridiction d'instruction.
- e. la chambre civile de la cour de cassation: lorsqu'elle est désignée pour connaître d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de ses fonctions par magistrat ou un haut fonctionnaire.
- f. La cour suprême: en matière de révision, lorsqu'en cas de recevabilité, l'affaire n'est pas en état.

### III. A QUI LE JUGE D'INSTRUCTION PEUT-IL DELIVRER UNE CR?

- a. Dans son ressort:
  - à un magistrat (tout juge du tribunal de première instance)
  - à un OPJ (tout OPJ compétent dans le ressort du tribunal de première instance)
- b. Hors de son ressort: à un juge d'instruction.

**N.B.**: Le juge d'instruction qui reçoit une commission rogatoire peut à son tour, mais dans son ressort, la subdéléguer soit à un magistrat, soit à un OPJ.

#### IV. COMPETENCE DE L'OPJ COMMIS

Pour qu'il puisse exécuter une commission rogatoire, l'OPJ doit être compétent à trois points de vue:

1. en raison des actes à accomplir : **compétence ratione materiae**
2. en raison des personnes: **compétence ratione personae**
3. en raison des lieux où les actes doivent être effectués:  
**compétence ratione loci**

Pour accomplir tout acte d'information excepté l'audition de la partie civile sauf sur demande de celle-ci:

- la commission rogatoire est dite particulière lorsque la délégation porte sur des actes précis à effectuer.
- la commission rogatoire est dite générale, lorsque la délégation porte sur tous actes utiles à la manifestation de la vérité. Cependant, ces actes sont limités à ceux se rattachant directement à la répression de l'infraction visée aux poursuites.

N.B. la commission rogatoire ne peut être pleinement générale en ce sens qu'elle ne peut pas viser toute une catégorie d'infractions éventuelles.

Exemple: serait nulle une commission rogatoire ayant pour objet de procéder à une enquête sur un sujet d'actes de propositions susceptibles d'être perpétrés dans divers hôtels de Kigali sans qu'une infraction déterminée fasse l'objet de poursuite.

A l'égard de toutes les personnes sauf: les membres du Gouvernement, les représentants des puissances étrangères.

Pour opérer dans toute l'étendue de sa circonscription habituelle. En cas d'urgence:

1. un OPJ peut exécuter une commission rogatoire sur tout le territoire du ressort du tribunal de première instance auquel il est rattaché. Exemple: actes d'information hors de sa circonscription et qui ne sauraient être différés sans nuire aux résultats des investigations.
2. exceptionnellement et en vertu d'une commission rogatoire expresse du juge d'instruction, l'OPJ peut procéder, dans le ressort des tribunaux limitrophes à sa propre circonscription aux opérations prescrites par ce magistrat. L'OPJ doit être un officier.

NOTA: lorsqu'un OPJ, chef de service est commis, il peut charger de l'exécution de la commission rogatoire un OPJ placé sous son autorité, à condition que ce dernier agisse dans les limites de sa circonscription territoriale.

- 1° L'OPJ peut:
- soit avoir reçu directement la commission rogatoire s'il se trouve dans le ressort du juge mandant,
  - soit l'avoir reçu par subdélégation s'il se trouve hors du ressort du juge mandant.

2°. La partie civile qui est entendue sur sa demande doit renoncer expressément à l'assistance d'un conseil sinon l'OPJ se réfère au juge mandant. Cette demande et cette permission doivent apparaître dans la déposition.

3°. Les commissions rogatoires particulières sont susceptibles d'être confiées même simultanément à la gendarmerie et à la police pourvu qu'elles comportent des vérifications nettement distinctes des opérations à effectuer en des lieux différents.

4°. Les commissions rogatoires générales sont normalement remises au seul service (gendarme ou police) qui paraît le plus qualifié en l'espèce pour procéder aux investigations.

#### V. ACTES QUI PEUVENT ETRE EFFECTUES SUR C.R. PAR UN OPOJ

Un OPJ commis exerce, dans les limites de la commission rogatoire tous les pouvoirs du juge d'instruction.

Un OPJ peut recevoir une commission rogatoire pour procéder aux actes suivants:

- perquisition et saisies
- audition des témoins
- enquête de personnalité
- interrogatoire et confrontation de l'inculpé

L'OPJ doit se conformer aux règles et formalités imposées au juge d'instruction lorsqu'il agit personnellement, mais il n'a pas à se faire assister d'un greffier, comme doit le faire le juge d'instruction.

L'OPJ exécute la commission rogatoire:

- sous l'autorité du juge d'instruction qui doit vérifier les éléments d'information recueillis
- sous le contrôle de la chambre d'accusation par son président.

En conséquence, l'OPJ doit tenir le juge d'instruction mandant au courant de son activité, lui signaler ses difficultés et si besoin solliciter des instructions.

a. Constatations

Il est rare qu'une commission rogatoire prescrive d'effectuer des constatations puisque celles-ci ont, en principe été faites avant l'ouverture de l'information.

Des informations de constat peuvent cependant intervenir:

- dans le cas d'un crime ou délit, lorsqu'une commission rogatoire est délivrée dès le début de l'enquête.
- dans le cas d'un crime ou délit flagrant, lorsque l'OPJ se fait délivrer une commission rogatoire pour procéder à l'enquête.
- lorsque l'exécution d'une commission rogatoire oblige à reprendre l'enquête entièrement y compris les opérations de constat.

Les constatations sont faites dans les conditions analogues à celles de la procédure de crime ou délit flagrant.

Particularités:

Constatations à effectuer sur commission rogatoire au domicile de l'inculpé.

Dans ce cas, les constatations doivent obligatoirement être faites:

- en présence de l'inculpé lui-même
- en présence d'un représentant qu'il a désigné, si l'inculpé ne peut être présent
- ou à défaut, en présence de deux témoins requis à cet effet par l'OPJ en dehors des personnes relevant de propre autorité administrative.
- au cours de l'opération, l'OPJ peut poser toutes questions utiles à l'inculpé sur la provenance des objets saisis et les lui présenter pour reconnaissance et explications.

b. PERQUISITIONS ET SAISIES.

Les perquisitions et saisies sont effectuées dans les conditions analogues à celles qui s'imposent au juge d'instruction opérant personnellement.

Si la perquisition doit être effectuée au domicile d'une personne astreinte au secret professionnel, l'OPJ doit en référer au juge d'instruction avant tout commencement d'exécution.

Ce magistrat, tenu à l'obligation de provoquer préalablement à toutes perquisitions et saisies, toutes les mesures utiles au respect et à la sauvegarde du secret professionnel et des droits de la défense, désignera une personne habilitée à prendre connaissance des documents. Au cours de la perquisition cette personne (un médecin pour une perquisition dans un cabinet médical, un avocat pour une perquisition au cabinet d'un avocat, etc.) ne remettra à l'OPJ que les documents ayant trait à l'affaire.

Les documents et objets saisis peuvent être présentés à l'inculpé pour connaissance et explications. Toutefois ces documents ne peuvent être dépouillés qu'en présence de l'inculpé assisté de son conseil.

Les objets et documents saisis doivent être immédiatement placés sous scellés fermés.

A l'ouverture des scellés, effectué en présence de l'inculpé assisté de son conseil, et du tiers chez lequel la saisie a été faite, le juge d'instruction ne peut maintenir que les saisies des objets et documents utiles à la manifestation de la vérité ou dont la communication serait de nature à nuire à l'instruction.

#### Cas particuliers : Saisie incidente

La règle en la matière veut qu'il ait une impossibilité légale, pour que soient saisies des choses autres que celles qui concernent l'affaire pour laquelle l'instruction a été ouverte. En conséquence:

##### a. L'OPJ territorialement compétent

\* Objet provenant d'un crime ou d'un délit, mais il n'y plus flagrance:

S'il y a le consentement exprès, dans les formes prévues par le CPP de la personne chez qui a lieu la perquisition, l'OPJ peut saisir l'objet litigieux, auquel cas il établira un PV préliminaire.

S'il n'y a pas de consentement exprès, l'OPJ avise le Procureur de la République territorialement compétent. Ce magistrat saisira le juge d'instruction qui délivrera le cas échéant une L.R.

\* Objet provenant d'un crime ou délit flagrant

La saisie d'autorité est réalisée dans les formes de la procédure de flagrant délit.

\* Objet provenant d'une affaire faisant l'objet d'une information.

L'OPJ doit aviser le juge d'instruction compétent qui délivrera le cas échéant une commission rogatoire.

Tous ces cas sont de nouvelles affaires qui sont complètement indépendantes de celles qui vous avez fait agir.

**b. L'OPJ non territorialement compétent**

La brigade compétente se saisit de l'affaire et l'OPJ instrumente comme ci-dessus.

**c. Auditions des Témoins**

**1° Audition d'un simple témoin**

L'OPJ opère dans les conditions analogues à celles qui s'imposent au juge d'instruction mandant personnellement.

Tout témoin régulièrement cité pour être entendu au cours de l'exécution d'une commission rogatoire est tenu:

- de comparaître
- de prêter serment (sauf les enfants au dessous de 18 ans)
- de déposer, sauf s'il est lié par le secret professionnel.

Si le témoin ne satisfait pas à cette obligation, avis en est donné au magistrat mandant ou au magistrat délégué qui peut le contraindre à comparaître par la force publique en délivrant un mandant d'amener.

Si le témoin comparaît, mais refuse de prêter serment ou de déposer, l'OPJ recueille sa déclaration de refus et la transmet au juge mandant, et dresse procès-verbal. La procédure de flagrant délit est applicable.

**2° Audition d'une personne nommément visée par une plainte avec constitution de partie civile**

En principe, cette audition incombe au juge d'instruction. Toutefois, si par exception une commission rogatoire prescrit d'entendre une personne visée par une plainte avec constitution de partie civile (ce qui suppose que le juge d'instruction ne l'a pas encore inculpé).

L'OPJ doit:

- convoquer la personne comme témoin
- lui donner connaissance de la plainte
- l'avertir de ce qu'elle peut refuser d'être entendue comme témoin, afin de bénéficier des garanties de la défense
- constater son acceptation ou son refus d'être entendu comme témoin
- recevoir sa déposition en cas d'acceptation ou clore le PV en mentionnant son refus
- en cas de refus, la personne ne peut être entendue qu'en tant qu'inculpé.

3. Audition d'une personne contre laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité

Cette question se présentera surtout dans le cas d'une commission rogatoire délivrée à l'occasion d'une information ouverte contre "X".

**Une règle du CPP:**

Le juge d'instruction chargée d'une information ainsi que les magistrats et OPJ, agissant sur commission rogatoire, ne peuvent, dans le dessein de faire échec aux droits de la défense, entendre comme témoin des personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de culpabilité.

4. Application de la Règle Posée par le CPP (Commission rogatoire audition d'une personne)  
Conduite à tenir par l'OPJ

Trois cas possibles:

1. Avant l'audition l'OPJ réunit des indices graves et concordants de culpabilité: L'officier de police judiciaire ne peut pas l'entendre, mais doit la conduire devant le juge mandant après en avoir référé à ce magistrat.
2. Pendant l'audition l'officier de la police judiciaire réunit des indices graves et concordants de culpabilité: enregistrer les aveux, mais cesser immédiatement l'audition même s'il apparaît que toute la vérité n'a pas été dite (rôle de l'intéressé de ses complices), avertir la personne qu'elle a le droit de bénéficier des droits de la défense.



3. L'OPJ ne réunit pas d'indices graves de culpabilité: poursuivre l'audition jusqu'à son terme et s'il y a lieu, demander une prolongation de garde à vue.

Donc n'oubliez jamais cette règle importante.

Lorsque vous agissez en vertu d'une commission rogatoire et qu'il est établi qu'un témoin a participé à l'infraction, l'objet des poursuites c'est à dire des indices graves et concordants sont réunis à son encontre. Le CPP vous interdit selon le cas, d'entreprendre de continuer ou de reprendre son audition.

#### ATTENTION:

Afin d'éviter un cas de nullité (violation du droit de la défense) prévu par le CPP, l'OPJ chargé de l'exécution d'une commission rogatoire doit, dans tous les cas où un risque lui paraît né des auditions de témoins contre lesquels des indices graves de culpabilité sont relevés, de manière à ce que ce magistrat puisse donner toutes instructions qui pourraient éventuellement servir de justification à l'OPJ.

#### 5. Audition d'un Témoin se trouvant dans l'impossibilité de comparaître

A la suite d'une convocation ou d'une citation du juge d'instruction, le témoin déclare être dans l'impossibilité physique de comparaître et produit un certificat médical. Le juge d'instruction peut vous délivrer une commission rogatoire à l'effet de recevoir la déposition du témoin à domicile.

Conduite à tenir par l'OPJ: Deux cas:

1°. le témoin est dans l'impossibilité de se déplacer:

- prendre connaissance du dossier
- recevoir la déposition au domicile du témoin
- adresser la déposition au juge mandant sous pli clos et cacheté

2° le témoin n'était pas dans l'impossibilité de se déplacer: informer le juge mandant qui délivrera un mandat d'amener contre le témoin et la personne qui a délivré le certificat médical.

#### 6. Interrogatoire et Confrontation d'un Inculpé

Cette question se présentera dans le cas d'une commission rogatoire délivrée à l'occasion d'une information ouverte contre une "personne dénommée", ce qui suppose que le juge d'instruction l'a inculpé.

Dans la plupart des cas, l'intervention de l'OOPJ interviendra à la suite d'une urgence qui résulte de:

- l'état d'un témoin ou d'un co-inculpé en danger de mort,
- l'existence d'indices sur le point de disparaître
- la délivrance d'une commission rogatoire dans le temps du flagrant délit.

Celle-ci interviendra surtout pour des besoins d'extension de compétence territoriale, l'enquête débordant dans les ressorts des tribunaux limitrophes. Dans cette situation, seul un officier de gendarmerie peut instrumenter, en l'occurrence le commandant de compagnie.

Ce cas de subdélégation implique que l'OPJ a les mêmes obligations que le juge d'instruction en ce qui concerne les droits de la défense. A l'exception des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le conseil doit être avisé par l'intermédiaire du juge d'instruction, au moins 24 heures à l'avance, des jours et des heures d'interrogatoires et confrontations que l'inculpé doit subir.

Le conseil peut assister aux interrogatoires et confrontations.

Les dispositions prescrites dans les alinéas précédents doivent être observées sous peine de nullité.

#### Intervention de l'Interprète:

Comme il est dit plus haut; l'OPJ opère dans les mêmes conditions qu'à celles imposées au juge d'instruction, instrumentant personnellement.

C'est ainsi que l'OPJ peut faire appel à un interprète. Celui-ci ne doit pas être parmi les témoins ou les personnes intéressés à l'affaire. Il doit être âgé de 24 ans au moins. Il n'est pas exigé qu'il soit de nationalité rwandaise. S'il n'est pas assermenté, il doit prêter serment de traduire fidèlement les dépositions.

#### VI. MESURES DE GARDE A VUE QUI PEUVENT ETRE PRISE POUR L'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

Des mesures de garde à vue peuvent être prises par l'OPJ chargé de l'exécution d'une commission rogatoire à l'encontre:

- de personnes qu'il soupçonne d'avoir participé au crime ou délit sans toutefois avoir réuni des indices graves prouvant leur culpabilité,
- de témoins apparemment hors de cause, mais qui se montrent réticents à dire ce qu'ils savent ou dont il faut craindre qu'ils ne disparaissent ou n'entravent la manifestation de la vérité,

Toutes ces personnes peuvent être retenues pour être entendues d'une façon approfondie et pour permettre les vérifications et les confrontations nécessaires.

NOTA: Un inculpé n'est pas gardé à vue mais déposé au centre pénitentiaire dès la fin de l'acte.

A partir du moment où les indices graves et concordants de culpabilité sont réunis contre une personne, celle-ci ne doit plus être entendue par l'OPJ ni gardée à vue au-delà du temps nécessaire à sa conduite devant les magistrats instructeurs.

La garde à vue pour les nécessités de l'exécution de la commission rogatoire est par ailleurs soumise aux mêmes règles que dans l'enquête préliminaire.

Le délai de garde à vue est de 48 heures avec prolongation possible jusqu'à 42 heures. Les mentions relatives à la garde à vue doivent figurer sur les procès-verbaux et sur le registre des garde à vue.

NOTA: La prolongation de la garde à vue est accordée par autorisation écrite du juge d'instruction.

#### VII. DELAI D'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

Le juge d'instruction fixe le délai dans lequel les PV dressés par l'OPJ doivent être transmis par celui-ci. A défaut d'une telle fixation, les PV lui sont adressés dans les huit jours après la fin des opérations.

#### VII. REQUISITIONS DU JUGE D'INSTRUCTION

Lorsqu'une information est ouverte, la police judiciaire exécute non seulement les délégations des juridictions mais défère aussi à leurs réquisitions.

C'est ainsi que le juge d'instruction peut charger par simple réquisition des OPJ de procéder à des vérifications fragmentaires, voire à une enquête de "curriculum vitae" dans le but de contrôler l'exactitude des déclarations faites par l'inculpé sur sa vie passée.

De plus, le juge d'instruction peut requérir:

- la force publique pour assurer:
  - . l'extraction d'un détenu de la prison et sa conduite au cabinet du juge d'instruction

le service d'ordre à l'occasion à l'occasion d'un transport de justice (constatations, perquisitions, reconstitution, etc.)

- les particuliers pour assurer l'exécution de certains travaux au cours d'un transport de justice (exemple: terrassier, fossoyeur, etc.).

La réquisition est toujours faite par écrit. Elle porte la signature et le sceau du juge.

#### RÉMARQUES:

Lorsqu'une information est ouverte, le rôle de l'OPJ doit se circonscrire à l'exécution des délégations ou réquisitions du juge d'instruction, ainsi que le prévoit expressément le CPP.

A défaut de ces délégations ou réquisitions, les OPJ de gendarmerie doivent s'interdire toute opération d'enquête, lorsque des renseignements sont portés à leur connaissance ou que des déclarations leur sont faites spontanément. Ils observent selon les cas, la conduite suivante:

- 1° il n'y a pas d'urgence:

Les militaires de la gendarmerie se bornent à dresser des PV des renseignements qu'ils recueillent et à transmettre immédiatement à l'autorité judiciaire sans procéder à des actes d'enquête.

- 2° il y a urgence:

En pareil cas, ils ne peuvent se livrer d'office à une enquête, mais ils sont tenus de communiquer au magistrat par les moyens les plus rapides (téléphone, liaison avec le magistrat, message porté, etc.) tous les éléments d'information de nature à permettre sans le moindre retard, la délivrance des commissions rogatoires, réquisitions ou mandats s'avérant nécessaires.

## POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

### Leçon n° : LES MESURES DE GARDE A VUE

#### I. GENERALITES

La garde à vue est une mesure par laquelle un officier de police judiciaire maintient à sa disposition une personne, dans le but de faciliter l'enquête.

La personne qui en fait l'objet est privée de sa liberté d'aller et venir et doit rester sous la vue des représentants de la force publique.

Etant donné qu'il s'agit d'une mesure portant atteinte à la liberté individuelle, la garde à vue est soumise à des règles et formalisme rigoureux:

- seul un OPJ peut décider de cette mesure
- un APJ ne peut assurer son exécution que sous le contrôle et la responsabilité de l'OPJ qui a ordonné la mesure. En aucun cas un APJ ne peut prendre une mesure de garde à vue. Les règles à observer pour garder une personne à vue ne diffèrent pas selon qu'il s'agit de l'enquête de flagrant délit ou de l'enquête préliminaire.

#### II. PRISE D'UNE MESURE DE GARDE A VUE

Une mesure de garde à vue peut être prise :

##### a) Pour les nécessités de l'enquête à l'enquête à l'égard de:

- toute personne à laquelle interdiction lui a été faite de s'éloigner des lieux du crime ou du délit, jusqu'à la clôture des opérations
- toute personne dont l'identité est à vérifier ou à établir
- toute personne susceptible de fournir des renseignements

##### b) Pour indices graves et concordants de culpabilité à l'égard de:

- de toute personne contre laquelle des charges suffisantes ont été réunies pour motiver son inculpation. A noter toutefois que la garde des mineurs doit être

réduite au strict minimum et être entourée de précautions particulières (avis au Procureur de la République; isoler les délinquants mineurs des adultes).

Attention: ... En cas de crime ou délit flagrant, un parlementaire:

- . peut être gardé à vue .... s'il existe contre lui des indices graves et concordants de culpabilité
- . ne doit pas être gardé à vue .... pour les nécessités de l'enquête.

Remarques: les personnes convoquées par l'OPJ sont tenues de comparaître et de déposer. Elles pourront le cas échéant, être contraintes de comparaître par la force publique.

c. Lieu où peut être effectuée la garde à vue:

La personne gardée à vue pour les nécessités de l'enquête ou en raison d'indices graves et concordants de culpabilité peut être retenue:

- sur les lieux de l'enquête
- dans une mairie
- soit dans un bureau d'une brigade de gendarmerie, d'un commissariat de police
- soit dans la chambre de sûreté (gendarmerie ou police).

Mais en aucun cas, une personne gardée à vue ne peut être retenue dans les locaux pénitentiaires (justice) lesquels locaux ne reçoivent que des inculpés, prévenus ou condamnés.

ATTENTION!: Si une personne gardée à vue est soupçonnée de détenir des objets susceptibles de nuire ou de faciliter sa fuite, elle doit être soumise à une fouille. Sûreté qui doit être effectuée par une personne de même sexe.

d. Durée de la garde à vue:

1°. Pour les nécessités de l'enquête:

Pour les nécessités de l'enquête, l'OPJ peut être amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes pendant 48 heures.

2°. Pour indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation:

Le délai de garde à vue de 48 heures peut être prolongé d'un délai de 24 heures par autorisation écrite du Procureur de la République ou du juge d'instruction (cadre information).

e. Point de départ du délai de garde à vue:

Il commence à courir à partir du moment où:

- est appréhendée une personne surprise alors qu'elle commet un crime ou un délit,
- est signifié à une personne l'interdiction de s'éloigner des lieux du crime ou de délit, l'obligation de se soumettre à une vérification d'identité,
- a débuté l'audition d'une personne lorsque l'OPJ a décidé de cette mesure,
- une personne a été présentée à l'OPJ ou lorsqu'elle a été contrainte de comparaître.

f. Modalités de la prolongation de la garde à vue:

La prolongation de la garde à vue par un officier de police judiciaire requiert préalablement l'autorisation écrite des autorités habilitées.

Cette autorisation est accordée sur demande (accompagnée d'une commission rogatoire écrite ou verbal sur l'état de l'enquête voire d'une communication des premiers procès verbaux) adressée par l'OPJ au Procureur de la République dans le ressort duquel est exercée la garde à vue ou au juge d'instruction si ce dernier est présent sur lieux et a requis l'OPJ de poursuivre l'enquête en flagrant délit.

L'autorisation de prolongation doit toujours être donnée par écrit et elle est annexée à la première expédition du procès-verbal. Dans le cas où le parquet ne se trouve pas à la résidence de l'OPJ, l'autorisation écrite est immédiatement remise au commandant de compagnie de gendarmerie du siège du parquet qui la fait parvenir sans délai au destinataire.

Cette autorisation peut aussi être transmise par "télégramme".

NOTA: bien que la loi n'exige pas la conduite devant le Procureur de la République de la personne pour laquelle une prolongation de garde à vue est sollicitée, le Procureur de la République peut demander à se faire présenter la personne soupçonnée et procéder à son audition.

g. Dispositions par lesquelles la garde à vue prend fin:

1° Soit par la remise en liberté (obligatoirement dans le cas d'une G.A.V pour les nécessités de l'enquête)

2° Soit par la mise à la disposition du Procureur de la République

h. Nature juridique de la garde à vue:

La garde à vue ne peut être considérée comme une détention préventive ou provisoire.

i. Mentions de garde à vue à porter au PV:

Doivent figurer au PV d'audition de la personne gardée à vue, les mentions suivantes:

- jour et heure de début de garde à vue
- motif de la garde à vue (la ou les infractions)
- lieux de la garde à vue
- jour et heure de la fin de la garde à vue.

Les mêmes mentions sont reportées au "registre de garde à vue". Toutes ces mentions doivent être émargées par la personne gardée à vue.

Sanctions encourues par l'OPJ en cas d'abus ou d'irrégularités commises en matière de garde à vue:

- sanctions disciplinaires de la part des supérieurs hiérarchiques,
- sanctions disciplinaires de la part de la chambre d'accusation (observations interdictions),
- sanctions pénales de la part de la juridiction répressive au cas où l'OPJ aurait commis une infraction caractérisée.

Conduite devant le Procureur de la République de toute personne contre laquelle il existe des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation:

La mise en route de la personne gardée à vue pour être conduite devant le Procureur de la République doit intervenir dès l'expiration du délai de:

- 48 heures ou de
- 72 heures, s'il y a eu "prolongation"



Externe  
urgente

Français  
Anglais

Fait le 5/12/94

UNITED NATIONS  
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES  
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR  
CIVPOL HQ

TO: SRSB  
A:

Date: 3-12-94

FROM: CIVPOL Commissioner

Réf.: CIVPOL/MEMO/70/94

DE:

~~Info~~ Info - Kairsem Officer OSRS & CIVPOL

SUBJECT: Demande de réparations à faire par Brown & Roots à l'Ecole de

OBJECT: Gendarmerie de Ruhengeri

1. Suite à une visite conjointe effectuée le 27-11-94 à l'Ecole de Gendarmerie de Ruhengeri par des Officiers de CIVPOL et de la Gendarmerie du Rwanda, il apparaît nécessaire d'effectuer des petites réparations sur les différents bâtiments du Centre.

2 -

3 Aussi, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir requérir les services de <sup>évaluer sur place à Ruhengeri les besoins et</sup> Brown & Roots pour effectuer les ~~dites~~ réparations, en raison des difficultés que rencontre la partie rwandaise.   
conséquentes.

2 - Il s'agit notamment de pouvoir se l'alimentation, en eau et électricité des salles de classe, des bureaux, des dortoirs et des logements pour instructeurs ainsi que de leurs dépendances respectives = toilettes, cuisines, magasins - - -

*Cette correspondance est bonne pendant les vacances avec des notes de suivi de la part de la correspondance*

UNITED NATIONS  
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



UNAMIR - MINUAR  
CIVPOL HQ

NATIONS UNIES  
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

TO: SRSG  
A:

Date: 3-12-94

FROM: CIVPOL Commissioner  
DE:

Réf.: CIVPOL/MEMO/70/94

SUBJECT: Demande de réparations à faire par Brown & Roots à l'Ecole de  
OBJECT: Gendarmerie de Ruhengeri

1. Suite à une visite conjointe effectuée le 27-11-94 à l'Ecole de Gendarmerie de Ruhengeri par des Officiers de CIVPOL et de la Gendarmerie du Rwanda, il apparaît nécessaire d'effectuer des petites réparations sur les différents bâtiments du Centre.
2. Aussi, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir requérir les services de Brown & Roots pour effectuer les dites réparations en raison des difficultés que rencontre la partie rwandaise.

CM Emmanuel KARANGIRA  
CM Hodari Gideon  
Chief of  
Dept. Planning

II = Transport

~~Camion~~ -

- a) One troop transport vehicle.
- b) One ambulance for the infirmary
- c) 1 bus or minibus
- d) 1 car of ~~staff~~ <sup>the head of the school</sup> transport.

III Beddings

Matslay = 350 (200 élèves, 50 pour les  
Couvre-lit - 250 15 instructeurs et le encadrement)

draps - 700

Serviettes de corps = 350

Savon de toilette =

Office <sup>savon de lessive =</sup>  
Equipments

~~IV~~

Cuisine

2 (1)

Local food (riz, haricot et  
potasse de terre)

(IV)

Réparation générale -

- Installat<sup>n</sup> eau  
électrique
- peinture -

VI = Médicaments et équipements pour  
infirmerie.

Transport ?

Bedding = mattress  
- draps - couvre-lit.  
Office equipment,

Transport

Un camion de transport de troupe.

~~1 tout terrain~~ 1 Runter H x H

1 minibus ou bus

1 ambulance for ~~1~~ 2 infirmiers +

Bedding = mattress  
blanquets

2 matelas

couvre-lit

draps de lit

serviette de toilette

~~soaps~~

savon de toilette

savon de lavage

Cooking = Food.

- 110 riot helmets for students and supervisors
- ~~120~~ belts with shoulder straps
- 110 white leggings
- 110 riot ~~stick~~ sticks
- 110 shields
- 110 shin guards
- ~~10~~ grenade - launching rifle
- teargas grenade
- megaphone
- Gas mask, Gideon.

(1)

A : CivPol Commissioners 28 Novembre 1994.

De : Chief Training Officer [Signature]  
C.D. SANGARE

Objet = Compte rendu de la visite effectuée à l'École de Gendarmerie de Kibunguri par une équipe mixte CIVPOL / Gendarmerie.

Date = 27.11.1994.

Départ de Kigali = 10h.

Arrivée à Kibunguri = 11h25

### I Visite des lieux (de 11h30 à 12h50).

1. Les classes = Il y en a 6 dans le même alignement qui sont bien nettoyées et équipées de tables, tabourets, tableaux noirs, éclairage électrique, pouvant contenir chacune 50 élèves soit au total  $50 \times 6 = 300$ . Ce qui correspond à l'effectif retenu pour cette deuxième formation.
2. La salle de conférence et de projection de films est à équiper en tables, chaises et autres matériels de projection.
3. Les bureaux : 3 bureaux en bon état existent pour la Direction de l'École.
  - 1 salle de professeurs existe à équiper en tables, chaises et armoires. Cela ne devrait pas poser de problèmes majeurs vu que ces équipements se retrouvent dans d'autres pièces et

(2)

4. Les dortoirs = Il en existe suffisamment en bon état sauf un seul dont le plafond s'est affaissé. Nous en avons visité 6 qui contiennent tous des lits dont le nombre dépasse largement 300 mais qui manquent totalement de matelas. C'est sur des morceaux d'éponge ou de carton d'emballage que dorment les 150 premières recrues actuellement sur place.

NB : Les Officiers rwandais nous ont laissé entendre qu'ils espéraient sur une aide de la MINUAR dans ce domaine. Nous leur avons fait remarquer qu'il n'était pas de notre compétence de discuter de cela avec eux.

#### 5- Les accessoires

— Le Mess en état de désaffectation doit être nettoyé et rééquipé.

— L'infirmerie de l'Ecole est à équiper entièrement et à pourvoir en médicaments courants.

Pour l'instant la Direction de l'Ecole mise sur le Centre Hospitalier de la ville situé juste en face de l'Ecole pour y faire admettre les malades tant pour les soins et consultations que pour les hospitalisations.

— La cuisine est fonctionnelle.

#### 6- Les logements pour instructeurs

Sur les logements annoncés, nous avons pu en visiter 3 qui sont sur un même alignement non loin de l'Ecole. Ils comportent chacun au moins 3 chambres à coucher  
1 selon

2 toilettes

1 veranda et débarras.

Ils sont tous alimentés en eau courante et électricité mais sont dans un état de propreté lamentable quoique déjà occupés depuis fort longtemps par des éléments APP.

NB = Les Officiers rwandais ont promis d'accélérer le processus de démenagement des actuels occupants et de rendre les lieux propres dans les meilleurs délais affirmant du même coup ne pouvoir y apporter aucun équipement.

## II Remarques

a) A ce jour 27/11/1994, seuls 150 élèves ont pu être recrutés et qui, aux dires des officiers rwandais, sont tous des militaires APP ayant reçu la formation militaire de base. Quant au 150 autres parmi lesquels la partie rwandaise compte inclure du personnel féminin, aucune précision de date n'a pu nous être donnée sur leur arrivée à Ruhengeri malgré notre insistance.

b) Le manque d'équipements dans les dortoirs, bureaux, salle de conférence, mess et logements des instructeurs est patent.

c) Il y a nécessité de désinfecter les alentours des bâtiments de l'École et de nettoyer les logements et toilettes.

La visite a pris fin à 12 h 50 et l'équipe a regagné Kigali à 14 h 30.

La partie rwandaise prévoindra de la date

(11)

devant être la dernière avant l'ouverture  
sous huitaine ou en tout cas dans les meilleurs  
délais de l'École.

Ont participé à ce constat des lieux :

- Côté CIVIL -

→ Commissaire Divisionnaire SANGARE Anatole  
Chief Training Officer.

→ Chef d'Escadron DARRIE Lancelotti Directeur  
des Études.

- Chef d'Escadron BERTHE Zanga Instruc-  
teur

- DSP Rugby Innocent Training Officer.

- Côté Gendarmerie

- Capitaine HEDARY de l'État-Major de  
la Gendarmerie chargé de Formation.

- L'Officier Responsable de l'École de  
Gendarmerie de Rubengeri.